

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4545

[2004/203609]

10 NOVEMBRE 2004. — Décret instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités et définitionsSection 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux émissions dans l'atmosphère des gaz à effet de serre résultant des installations et activités déterminées par le Gouvernement.

Il établit un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, afin de favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans des conditions économiquement efficaces et performantes.

Section 2. — Définitions

Art. 2. 1^o quota : le quota autorisant à émettre une tonne d'équivalent-dioxyde de carbone au cours d'une période de référence spécifiée, valable uniquement pour respecter les exigences du présent décret, et transférable conformément aux dispositions de ce dernier;

2^o gaz à effet de serre :

- a. dioxyde de carbone (CO₂);
- b. méthane (CH₄);
- c. protoxyde d'azote (N₂O);
- d. hydrocarbures fluorés (HFC);
- e. hydrocarbures perfluorés (PFC);
- f. hexafluorure de soufre (SF₆);

3^o gaz à effet de serre spécifiés : gaz à effet de serre visés par le Gouvernement conformément à l'annexe I^{re} de la Directive 2003/87/C.E. du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne et modifiant la Directive 96/61/C.E.;

4^o nouvel entrant : est un nouvel entrant dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, pour une période de référence donnée :

a. tout établissement qui se livre à l'exploitation d'une ou de plusieurs activités ou installations émettant des gaz à effet de serre spécifiés, non visée dans le plan régional wallon d'allocation notifié à la Commission européenne en vertu de l'article 3, § 7, qui a obtenu un permis d'environnement concernant ces émissions de gaz à effet de serre spécifiés postérieurement à la notification précitée à la Commission;

b. tout établissement qui se livre à l'exploitation d'une ou de plusieurs activités ou installations émettant des gaz à effet de serre spécifiés, visée dans le plan d'allocation notifié à la Commission européenne en vertu de l'article 3, § 7, qui soit a obtenu un permis d'environnement concernant ces émissions de gaz à effet de serre spécifiés en raison d'un changement intervenu dans sa nature ou son fonctionnement ou d'une extension de l'installation, qui augmente significativement ses émissions de gaz à effet de serre spécifiés par rapport à celles qui ont servi de base à la détermination de l'allocation initiale, postérieurement à la notification précitée à la Commission, soit pour lequel une transformation ou extension, consignée par l'exploitant dans le registre visé à l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, entraîne une augmentation significative de ces émissions de gaz à effet de serre spécifiés par rapport à celles qui ont servi de base à la détermination de l'allocation initiale, postérieurement à la notification précitée à la Commission;

5^o tonne d'équivalent-dioxyde de carbone : une tonne métrique de dioxyde de carbone (CO₂) ou une quantité de tout autre gaz à effet de serre ayant un potentiel de réchauffement planétaire équivalent;

6^o période de référence : période de cinq années couverte par le plan d'allocation des quotas, à l'exception de la première période de référence qui est d'une durée de trois ans et qui court du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2007;

7^o déclaration des émissions de gaz à effet de serre : acte par lequel chaque exploitant d'un établissement transmet au fonctionnaire technique tel que visé par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et au service ou à l'organisme à désigner par le Gouvernement les émissions de gaz à effet de serre spécifiés de cet établissement au cours de chaque année civile, après la fin de l'année concernée;

8^o personne : personne physique ou morale de droit privé ou de droit public;

9^o pays tiers : pays non membre de l'Union européenne et adhérent au Protocole de Kyoto;

10^o pays hôte : pays dans lequel des investissements sont consentis dans le cadre des mécanismes de flexibilité;

11^o Protocole de Kyoto : Protocole à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, tel que fait à Kyoto, le 11 décembre 1997, et auquel le Conseil régional wallon a porté assentiment par décret du 21 mars 2002;

12^o C.C.N.U.C.C. : Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques;

13^o partie visée à l'annexe I^{re} de la C.C.N.U.C.C. : une partie figurant à l'annexe I^{re} de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui a ratifié le Protocole de Kyoto, comme spécifié à l'article 1^{er}, § 7, dudit protocole;

14° activité de projet : activité de projet approuvée par une ou plusieurs parties visées à l'annexe I^{re} de la C.C.N.U.C.C., conformément à l'article 6 (projet réalisé au titre de la mise en œuvre conjointe - MOC) ou à l'article 12 (projet réalisé au titre du mécanisme pour un développement propre - M.D.P.) du Protocole de Kyoto et aux décisions adoptées conformément à la C.C.N.U.C.C. ou au Protocole de Kyoto;

15° unité de quantité attribuée (U.A.) : unité établie en application de l'article 3, § 7, du Protocole de Kyoto et des décisions adoptées conformément à la C.C.N.U.C.C. ou au Protocole de Kyoto;

16° unité de réduction des émissions (URE) : unité délivrée en application de l'article 6 du Protocole de Kyoto et des décisions adoptées conformément à la C.C.N.U.C.C. ou au Protocole de Kyoto;

17° réduction d'émissions certifiée (REC) : unité délivrée en application de l'article 12 du Protocole de Kyoto et des décisions adoptées conformément à la C.C.N.U.C.C. ou au Protocole de Kyoto;

18° unité d'absorption par les puits : unité établie ou délivrée en application des articles 3.3 et 3.4 du Protocole de Kyoto et des décisions adoptées conformément à la C.C.N.U.C.C. ou au Protocole de Kyoto;

19° puits : tout processus, toute activité ou tout mécanisme, naturel ou artificiel, qui élimine de l'atmosphère un gaz à effet de serre, un aérosol ou un précurseur de gaz à effet de serre;

20° droit d'émission : unité de quantité attribuée, unité de réduction des émissions, réduction d'émissions certifiée, unité d'absorption par les puits, valables uniquement pour respecter les exigences du Protocole de Kyoto et du présent décret, et transférables conformément aux dispositions du Protocole de Kyoto, des décisions adoptées à ce titre et du présent décret;

21° mécanisme de flexibilité : mécanisme de réduction des gaz à effet de serre qui a pour objectif d'aider les parties visées à l'annexe I^{re} de la C.C.N.U.C.C. à atteindre leurs objectifs d'émissions au moindre coût;

22° mécanisme de mise en œuvre conjointe (MOC) : mécanisme de flexibilité qui consiste, pour une partie, à investir dans des projets mis en œuvre dans les pays figurant à l'annexe I^{re} de la C.C.N.U.C.C. et dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le pays hôte ou d'y augmenter les absorptions de ceux-ci par des puits de carbone;

23° mécanisme pour un développement propre (M.D.P.) : mécanisme de flexibilité qui consiste, pour une partie visée à l'annexe I^{re} de la C.C.N.U.C.C., à investir dans un pays non repris à l'annexe I^{re} de la C.C.N.U.C.C. dans le but d'inciter les investissements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et allant dans le sens d'un développement durable pour les pays en voie de développement;

24° autorité compétente : au sens de l'article 21, l'autorité compétente en première instance est la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement représentée par son directeur général. L'autorité compétente sur recours est le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre*

Section 1^{re}. — Plan wallon d'allocation des quotas d'émission de gaz à effet de serre

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement élabore un plan wallon d'allocation des quotas pour chaque période de référence, dans le respect de l'accord de coopération du 14 octobre 2002 relatif à l'établissement, l'exécution et le suivi d'un Plan national Climat, ainsi que l'établissement de rapports dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto.

Ce plan précise la quantité totale de quotas que le Gouvernement a l'intention d'allouer pour la période de référence considérée et la manière dont il se propose de les attribuer.

Pour la deuxième période de référence et pour les périodes de référence ultérieures, ce plan spécifie le pourcentage du quota attribué à chaque installation à concurrence duquel les exploitants peuvent utiliser des REC et des URE dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre par application des dispositions de l'article 8.

Ce plan est fondé sur des critères objectifs et transparents, notamment ceux repris à l'annexe III.

§ 2. La quantité totale de quotas à allouer pour la période de référence est déterminée en tenant compte notamment :

1° des engagements internationaux de l'Etat belge en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de l'engagement de la Région suite à la répartition des engagements internationaux au sein de l'Etat;

2° de la part globale relative des émissions de gaz à effet de serre spécifiés en provenance des installations et activités désignées par le Gouvernement dans les émissions totales de gaz à effet de serre en Région wallonne;

3° des prévisions d'évolution tendancielle des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs d'activités;

4° des possibilités techniques et économiques de réduction des émissions de tous les secteurs d'activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés, et notamment celles établies au travers des conventions environnementales visées par le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales;

5° des prévisions de création ou d'extension des installations et activités désignées par le Gouvernement, émettant des gaz à effet de serre spécifiés, ou de cessation de ces activités;

6° de la nécessité de comporter une réserve de quotas destinée à être allouée aux nouveaux entrants.

§ 3. Le plan contient la liste des installations et activités désignées par le Gouvernement, émettant des gaz à effet de serre spécifiés, et précise la répartition envisagée des quotas à allouer initialement entre ces installations et activités.

Cette répartition :

1° est effectuée conformément au principe d'équité;

2° ne conduit pas à des allocations supérieures à celles nécessaires, selon toute vraisemblance, à l'application des critères d'allocation;

3° tient compte de la nécessité d'ouvrir l'accès aux quotas aux nouveaux entrants;

4° tient compte des orientations pour la mise en œuvre de critères, élaborées par la Commission européenne conformément à la Directive 2003/87/C.E. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne et modifiant la Directive 96/61/C.E. du Conseil.

§ 4. Le plan contient des informations sur la gestion des réserves de quotas, notamment celles destinées à être allouées aux nouveaux entrants.

§ 5. Pour la première période de référence, le Gouvernement alloue 100 % des quotas à titre gratuit.

Pour la deuxième période de référence, le Gouvernement alloue au moins 90 % des quotas à titre gratuit.

Pour les périodes de référence ultérieures, le Gouvernement détermine le pourcentage minimal de quotas à allouer à titre gratuit.

Le plan contient des informations sur les modalités d'attribution des quotas à titre onéreux.

§ 6. Le Gouvernement arrête les modalités d'élaboration et de consultation du plan, dont la diffusion sur le site internet du service qu'il désigne.

Le plan tient compte des observations formulées.

§ 7. Le Gouvernement publie le plan au *Moniteur belge* et le notifie à la Commission européenne et aux autres Etats membres.

A partir du 1^{er} janvier 2008, cette notification intervient au plus tard dix-huit mois avant la période concernée.

§ 8. Les observations émises par la Commission européenne sont, en tout ou en partie, intégrées au plan par le Gouvernement. Les modifications proposées par le Gouvernement sont notifiées à la Commission européenne.

Section 2. — Allocation, délivrance et gestion des quotas d'émission de gaz à effet de serre

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête, sur la base du plan régional d'allocation pour la première période de référence, la quantité totale de quotas qu'il alloue pour cette période.

Il arrête ensuite l'attribution initiale de ces quotas à l'exploitant de chaque établissement dans lequel interviennent une ou des installations ou activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés suivant la procédure qu'il détermine.

Il arrête également les modalités de la gestion des réserves de quotas.

§ 2. Pour les périodes de référence ultérieures :

1° si la Commission européenne accepte le plan régional d'allocation, le Gouvernement arrête, au moins douze mois avant le début de la période de référence dudit plan et sur la base de celui-ci, la quantité totale de quotas qu'il alloue pour cette période, ainsi que la répartition des quotas attribués initialement à titre gratuit entre les exploitants des établissements dans lesquels interviennent une ou des installations ou activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés visées par le plan.

2° En suite de l'adoption du plan d'allocation, le Gouvernement arrête l'attribution initiale des quotas à l'exploitant de chaque établissement dans lequel interviennent une ou des installations ou activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés suivant la procédure qu'il détermine.

3° Le Gouvernement arrête également les modalités de la gestion des réserves de quotas;

4° si la Commission européenne n'a pas accepté le plan régional d'allocation, pour une période de référence donnée, le Gouvernement détermine un délai adapté pour prendre l'arrêté visé au 1^o.

§ 3. Le Gouvernement peut fixer des modalités d'exécution des dispositions du présent article.

Art. 5. Pour chaque année de la période de référence, le Gouvernement arrête la partie de la quantité totale de quotas destinée à être allouée initialement aux exploitants des établissements. Ces quotas leur sont délivrés au plus tard le 28 février de chaque année de la période de référence.

Le Gouvernement peut retirer ou modifier la décision de délivrance à titre gratuit des quotas par tranche d'un an, en ce qui concerne la ou les années qui restent à courir dans la période de référence considérée, en cas de :

1° cessation définitive de l'exploitation d'un établissement;

2° arrêt de l'exploitation pour une durée d'au moins deux ans d'une installation ou d'une activité;

3° modification notable conduisant une installation ou une activité à ne plus être visée par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre spécifiés;

4° caducité du permis d'environnement.

Les quotas non délivrés en vertu de l'alinéa précédent sont versés dans la réserve de quotas destinée à être allouée aux nouveaux entrants.

Le Gouvernement peut fixer des modalités d'exécution du présent article.

Art. 6. § 1^{er}. Un recours contre les décisions visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, et à l'article 5 est ouvert à l'exploitant.

Le recours contre la décision visée à l'article 5, alinéa 2, est suspensif de la décision querellée.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé à la commission d'avis, telle que définie au § 3, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé, dans un délai de vingt jours à dater du jour de la réception de la décision ou, en l'absence de décision, du jour suivant le délai qui est imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision.

§ 3. Il est créé une commission d'avis sur recours.

La commission est composée :

1° d'un président justifiant d'une expérience d'au moins cinq ans dans la magistrature;

2° de deux personnes disposant d'une compétence affirmée dans les matières traitées;

3° d'un représentant du Ministre de l'Environnement dans ses attributions;

4° d'un représentant du Ministre de l'Economie dans ses attributions.

Le Gouvernement nomme pour chaque membre effectif un membre suppléant. Le président suppléant et les membres suppléants siègent lorsque le président effectif ou le membre effectif dont ils assument la suppléance est empêché. Chaque mandat a une durée de cinq ans. En cas de vacance d'un mandat survenue avant son expiration, le successeur est nommé pour la partie restante à courir du mandat.

La commission ne délibère valablement que si le président ou son suppléant et deux membres effectifs ou suppléants dont l'un au moins dispose de compétences techniques et d'une expérience dans les matières traitées sont présents. L'abstention n'est pas permise. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président et les autres membres de la commission sont tenus au secret des délibérations et à la confidentialité des informations reçues dans le cadre de leur mission.

La commission est assistée d'un secrétaire et de deux secrétaires adjoints, désignés par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les modalités suivant lesquelles les recours sont introduits et instruits.

§ 4. Dans les dix jours de la réception du recours, la commission d'avis transmet au requérant et au Gouvernement un accusé de réception qui précise la date à laquelle se tient l'audience visée à l'alinéa 2.

Dans les trente jours à dater de la réception du recours, le requérant et le délégué du Gouvernement sont invités à comparaître devant la commission.

La commission dresse un procès-verbal de l'audience et rend, dans les quinze jours, son avis à l'autorité compétente. A défaut, la procédure se poursuit.

Dans les soixante jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement envoie sa décision au requérant.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement, la décision prise en première instance est confirmée.

Art. 7. § 1^{er}. Toute personne peut détenir des quotas.

Les quotas peuvent être transférés entre personnes titulaires d'un compte dans un registre :

1° sur le territoire de l'Union européenne;

2° sur le territoire de l'Union européenne et celles titulaires d'un registre dans des pays tiers, à la condition que les quotas aient fait l'objet d'une reconnaissance mutuelle avec ces pays tiers, en application de l'article 12, § 3, de la Directive 2003/87/C.E. précitée.

§ 2. Les quotas délivrés au sein de l'Union européenne en vertu de plans d'allocation adoptés en application de la directive précitée et les quotas délivrés dans des pays tiers qui ont fait l'objet d'une reconnaissance mutuelle en application de la directive précitée sont automatiquement reconnus aux fins du respect des obligations incombant aux exploitants, en application du § 3.

§ 3. Les quotas sont valables pour toute la période de référence pour laquelle ils ont été alloués, pour autant qu'ils n'aient pas été restitués ou annulés.

§ 4. Au plus tard le 30 avril de chaque année, l'exploitant d'un établissement dans lequel interviennent une ou des installations ou activités désignées par le Gouvernement émettant des gaz à effet de serre spécifiés restitué au Gouvernement, sur la base d'une déclaration des émissions de gaz à effet de serre vérifiée, le nombre de quotas correspondant aux émissions spécifiées totales de l'établissement au cours de l'année civile écoulée.

L'exploitant fournit, au plus tard pour le 30 avril de chaque année, au Gouvernement un rapport décrivant la manière dont il a géré ses émissions de gaz à effet de serre spécifiés.

§ 5. Quatre mois après le début d'une nouvelle période de référence, le Gouvernement annule les quotas de la période de référence antérieure qui ne sont plus valables et qui n'auraient pas été restitués et annulés conformément au § 3.

A partir de la période qui débute le 1^{er} janvier 2013, le Gouvernement délivre des quotas aux personnes pour la période en cours, afin de remplacer tous les quotas de la période de référence précédente qu'elles détenaient et qui ont été annulés conformément à l'alinéa 1^{er}.

§ 6. Le Gouvernement peut à tout moment annuler des quotas à la demande de la personne qui les détient.

§ 7. Le Gouvernement peut fixer les modalités d'application du présent article.

Art. 8. § 1^{er}. Sous réserve du § 3, le Gouvernement peut autoriser un exploitant, à la demande de celui-ci, à utiliser des REC et des URE résultant d'activités de projets dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre afin de satisfaire à l'obligation visée à l'article 7, § 4. Le Gouvernement délivre et restitue immédiatement un quota en échange d'une REC ou d'une URE détenue par cet exploitant d'après le registre.

§ 2. Pour la première période de référence, seules des REC peuvent être utilisées. Le Gouvernement annule les REC qui ont été échangées contre des quotas valables pendant la première période de référence.

§ 3. Sans préjudice de l'article 16, toutes les REC et les URE qui sont délivrées et qui peuvent être utilisées conformément à la C.C.N.U.C.C., au Protocole de Kyoto et aux décisions ultérieures prises à ce titre peuvent être utilisées dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, à l'exception de celles qui concernent les activités de projets suivantes :

1° conformément à la C.C.N.U.C.C., au Protocole de Kyoto et aux décisions ultérieures prises à ce titre, pour les deux premières périodes de référence, les installations nucléaires;

2° l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie, autres que celles que le Gouvernement juge appropriées.

§ 4. Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'application du présent article.

Section 3. — Vérification des déclarations

Art. 9. § 1^{er}. Chaque année, la déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés transmise par l'exploitant est vérifiée, conformément aux critères définis à l'annexe II.

§ 2. Le Gouvernement désigne le ou les vérificateurs selon une procédure qu'il détermine.

Art. 10. § 1^{er}. Le vérificateur transmet son rapport au service ou à l'organisme à désigner par le Gouvernement.

§ 2. Sur la base du rapport du vérificateur, le service ou l'organisme décide si la déclaration est satisfaisante. Il en informe, avant le 31 mars de la même année, l'exploitant, le Gouvernement, le fonctionnaire technique tel que visé dans le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et la personne responsable de la tenue du registre visé à l'article 11.

§ 3. En cas d'absence de transmission de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés dans le délai fixé par le Gouvernement ou si le service ou l'organisme décide que la déclaration n'est pas satisfaisante, le service ou l'organisme notifie immédiatement à l'exploitant, au Gouvernement et au fonctionnaire technique tel que visé dans le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement l'interdiction de céder des quotas de l'installation, et ce, aussi longtemps qu'une déclaration de la part de l'exploitant n'a pas été vérifiée comme étant satisfaisante.

Il en informe simultanément la personne responsable de la tenue du registre visé à l'article 11.

§ 4. Le Gouvernement précise les modalités d'application du présent article. Ces modalités peuvent notamment contenir des modalités de recours.

Section 4. — Registre des quotas et des mécanismes de flexibilité

Art. 11. Un registre est établi et mis à jour afin de tenir une comptabilité précise des quotas, des URE et des REC délivrés, détenus, transférés, échangés et annulés.

Le registre est accessible au public.

Il comporte des comptes séparés pour enregistrer les quotas détenus par chaque personne à laquelle et de laquelle des quotas sont délivrés ou transférés. La délivrance des quotas aux exploitants est matérialisée par une inscription au compte de leur bénéficiaire dans le registre.

Le Gouvernement précise la personne responsable de la tenue du registre et les modalités d'application du présent article.

Section 5. — Sanctions

Art. 12. § 1^{er}. Tout exploitant qui, au plus tard le 30 avril de chaque année, ne restitue pas un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions de gaz à effet de serre spécifiés de l'année précédente est tenu de payer une amende sur les émissions excédentaires :

1° pour la première période de référence, l'amende est fixée à 40 euros pour chaque tonne d'équivalent-dioxyde de carbone émise par un établissement pour laquelle l'exploitant n'a pas restitué de quotas;

2° pour les périodes de référence suivantes, l'amende est de 100 euros pour chaque tonne d'équivalent-dioxyde de carbone émise par un établissement pour laquelle l'exploitant n'a pas restitué de quotas.

§ 2. Le paiement de l'amende ne libère pas l'exploitant de l'obligation de restituer un nombre de quotas égal aux émissions excédentaires au plus tard lors de la restitution des quotas correspondant à l'année civile suivante.

§ 3. Tant que l'exploitant ne les restitue pas conformément à l'article 7, les quotas qu'il détient ne peuvent être cédés à partir du 1^{er} mai, à concurrence de la quantité considérée par le Gouvernement comme devant être restituée.

§ 4. Les modalités de perception de l'amende sont fixées par le Gouvernement.

Ces amendes sont versées dans le fonds visé à l'article 13.

§ 5. Le nom de l'exploitant qui est en défaut de restituer suffisamment de quotas est publié au *Moniteur belge*.

§ 6. Le Gouvernement arrête les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE III. — *Création d'un Fonds wallon « Kyoto »*

Art. 13. § 1^{er}. Il est créé un fonds wallon « Kyoto » au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région.

§ 2. Les recettes du fonds sont affectées à la réalisation des missions suivantes :

1° la promotion d'activités et de projets qui ont pour résultat des réductions ou des stockages durables d'émission de gaz à effet de serre additionnels par rapport à ceux qui auraient été obtenus en l'absence de l'activité, du projet proposé ou de cette promotion;

2° la réalisation de mécanismes de projet, la cotisation à des organismes réalisant des mécanismes de projet, l'acquisition de droits d'émission provenant de mécanismes de projet, l'acquisition de droits d'émission sur le marché mondial;

3° le transfert de technologies ou de savoir-faire compatibles avec le développement durable, dans le cadre des mécanismes de projet.

§ 3. Le Gouvernement fixe les critères d'éligibilité de ces activités en vue de leur financement ou cofinancement par ce fonds, ainsi que la procédure et les modalités de leur financement ou cofinancement et de l'attribution des gains financiers ou des unités d'émission de gaz à effet de serre en résultant éventuellement.

§ 4. Le Gouvernement fixe les modalités d'alimentation et de gestion de ce fonds.

Ce fonds est notamment alimenté par :

1° le produit des amendes encourues en vertu de l'article 12;

2° le produit de la vente éventuelle des quotas restant, en fin de période, dans les réserves d'allocation;

3° le produit de l'attribution onéreuse des quotas qui ne sont pas alloués à titre gratuit, en vertu de l'article 3, § 5;

4° le produit de la vente d'unités d'émission de gaz à effet de serre.

CHAPITRE IV. — *Mécanismes de flexibilité*

Art. 14. § 1^{er}. Les unités obtenues par la Région par la mise en œuvre conjointe (MOC), par le mécanisme pour un développement propre (M.D.P.) et par l'échange de droits d'émission peuvent être utilisées aux fins de l'exécution des engagements de limitation des émissions de gaz à effet de serre de la Région définis suite à la répartition des engagements internationaux en matière d'émission de gaz à effet de serre au sein de l'Etat belge, suivant les règles et procédures établies par le Protocole de Kyoto et par les décisions adoptées à ce titre.

L'utilisation des mécanismes de flexibilité est complémentaire aux actions régionales de réduction des émissions.

§ 2. Le Gouvernement désigne le service ou l'organisme chargé de l'approbation des projets réalisés au titre de la mise en œuvre conjointe (MOC) et celui pour l'approbation des projets réalisés au titre du mécanisme pour un développement propre (M.D.P.).

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités d'application du présent article.

Art. 15. § 1^{er}. Les mécanismes fondés sur des projets, et plus particulièrement les mécanismes pour un développement propre (M.D.P.), sont étudiés et réalisés en lien avec la gestion des relations internationales et de la coopération au développement.

§ 2. Le Gouvernement établit les critères d'éligibilité et les procédures pour l'approbation des mécanismes de projet. Il désigne le service ou le ou les organismes chargés de la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité en son nom.

§ 3. Le Gouvernement peut autoriser certaines personnes morales à participer à des mécanismes de projet.

Le Gouvernement reste responsable de l'accomplissement des obligations qui lui incombent en vertu de la C.C.N.U.C.C. et du Protocole de Kyoto, et garantit que cette participation est compatible avec les orientations, modalités et procédures pertinentes adoptées conformément à la C.C.N.U.C.C. ou au Protocole de Kyoto.

§ 4. Les droits d'émission sont inscrits dans un registre établi conformément à la C.C.N.U.C.C., au Protocole de Kyoto et aux décisions ultérieures prises à ce titre. Ce registre intègre le registre visé à l'article 11.

§ 5. Le Gouvernement fixe les modalités d'application du présent article.

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement établit que les activités de projet auxquelles il participe ou auxquelles il autorise des personnes morales à participer et qui sont entreprises hors du territoire de l'Union européenne sont préparées et mises en œuvre conformément aux articles 6 et 12 du Protocole de Kyoto et aux décisions adoptées au titre de ces dispositions.

Ces activités de projet ont pour résultat conjoint :

1° des réductions ou absorptions d'émissions réelles, supplémentaires et durables par rapport à celles qui auraient été obtenues en l'absence de l'activité de projet proposée;

2° le transfert ou la mise au point de technologies ou de savoir-faire sans danger pour l'environnement et écologiquement rationnels.

Le Gouvernement établit aussi que le pays hôte a été invité à exercer ses prérogatives pour confirmer que les activités de projet l'aident à parvenir à un développement durable.

§ 2. Les niveaux de référence, définis par les décisions ultérieures adoptées au titre de la C.C.N.U.C.C. ou du Protocole de Kyoto pour les activités de projet qui sont entreprises dans des pays ayant signé un traité d'adhésion avec l'Union européenne, doivent être parfaitement compatibles avec l'acquis communautaire, y compris les dérogations provisoires prévues dans le traité d'adhésion.

§ 3. En ce qui concerne les projets MOC ou M.D.P. qui réduisent ou limitent directement les émissions d'une installation relevant du champ d'application de la Directive 2003/87/C.E., des URE ou des REC ne peuvent être délivrées, jusqu'au 31 décembre 2012, que si un nombre égal de quotas a été annulé des comptes correspondants de l'exploitant de cet établissement dans le registre.

En ce qui concerne les activités de projet MOC ou M.D.P. qui réduisent ou limitent indirectement les émissions d'une installation relevant du champ d'application de la directive précitée, des URE ou des REC ne peuvent être délivrées, jusqu'au 31 décembre 2012, que si un nombre égal de quotas a été annulé dans le pays hôte.

§ 4. Le Gouvernement fixe les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 17. A l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés » sont insérés entre le mot « permis » et le mot « doit »;

2° l'alinéa 3 est complété par les mots « et à l'organisme qu'il désigne si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ».

Art. 18. A l'article 65, § 1^{er}, du même décret, ajouter un 3° libellé comme suit :

« 3° si cela est nécessaire pour assurer le respect des exigences en matière de surveillance et de déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés des installations. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

Art. 19. Au cours de la première période de référence, le Gouvernement peut demander à la Commission européenne que certains établissements dans lesquels interviennent une ou des installations ou activités désignées par le Gouvernement, émettant des gaz à effet de serre spécifiés, bénéficient de quotas supplémentaires en cas de force majeure.

Sous réserve d'obtenir l'accord de la Commission européenne, le Gouvernement peut décider d'allouer des quotas supplémentaires et non transférables aux exploitants de ces établissements.

Art. 20. Certaines installations peuvent être temporairement exclues du système d'échange de quotas d'émission, et ce, jusqu'au 31 décembre 2007 au plus tard.

La liste de ces installations ou activités pour lesquelles une demande a été introduite est publiée au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement peut solliciter l'application de la procédure visée à l'article 27 de la Directive 2003/87/C.E., en s'assurant que l'établissement concerné :

1° limite ses émissions à un niveau équivalant à celui qui serait obtenu en vertu du présent décret;

2° est soumis aux exigences en matière de surveillance, de déclaration des émissions de gaz à effet de serre et de vérification équivalant à celles prévues par le présent décret;

3° est soumis à des sanctions au moins équivalentes à celles prévues à l'article 12, en cas de non-respect des exigences qui lui sont applicables.

Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article.

Art. 21. § 1^{er}. Dans un délai de vingt jours à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, l'exploitant d'un établissement existant visé par le premier plan wallon d'allocation des quotas envoie par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remet contre récépissé à l'autorité compétente une demande pour être autorisé à émettre des gaz à effet de serre.

La demande est établie au moyen d'un formulaire arrêté par l'autorité compétente.

§ 2. L'autorité compétente envoie sa décision par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception à l'exploitant dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit la demande.

§ 3. Un recours contre les décisions visées au paragraphe 2 est ouvert à l'exploitant auprès du Gouvernement.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au Ministre de l'Environnement à l'adresse de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement dans un délai de dix jours à dater de la réception de la décision par l'exploitant.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée.

Le Gouvernement envoie sa décision au requérant par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception dans un délai de vingt jours à dater du jour où il reçoit le recours.

§ 4. Lorsqu'elle ne dispose pas des informations requises, l'autorité compétente en première instance ou sur recours ou les instances intervenant dans l'instruction de la demande peuvent exiger de l'exploitant des informations complémentaires.

§ 5. L'autorité compétente prend sa décision sur la base des lignes directrices établies par la décision européenne du 29 janvier 2004 concernant l'adoption de lignes directrices pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, conformément à la Directive 2003/87/C.E. du Parlement européen et du Conseil. Le Gouvernement peut préciser ces lignes directrices.

Art. 22. A titre transitoire, le Gouvernement peut, dans un objectif de surveillance, habiliter un service ou un organisme à vérifier que les coûts éventuels répercutés aux consommateurs d'électricité au nom du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre instauré par le présent décret, ou au nom du régime des certificats verts instauré par le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, reflètent les coûts réels encourus.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités de cette surveillance.

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 novembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

Session 2004.

Documents du Conseil 7 (SE 2004) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 27 octobre 2004.

Discussion. Vote.

—
ANNEXE I^{re}. — PRINCIPES EN MATIÈRE DE SURVEILLANCE
ET DE DECLARATION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE,
visés à l'article 2, 7^o, et à l'article 7, § 4

Surveillance des émissions de dioxyde de carbone.

Les émissions sont surveillées sur la base de calculs ou de mesures.

Calcul des émissions.

Le calcul des émissions est effectué à l'aide de la formule : données d'activité × facteur d'émission × facteur d'oxydation.

Les données d'activité (combustible utilisé, rythme de production, etc.) sont surveillées sur la base des données relatives à l'approvisionnement de l'installation ou de mesures.

Des facteurs d'émission reconnus sont utilisés. Des facteurs d'émission spécifiques par activité sont acceptables pour tous les combustibles. Des facteurs par défaut sont acceptables pour tous les combustibles sauf pour les combustibles non commerciaux (déchets combustibles tels que pneumatiques et gaz issus de procédés industriels). Pour le charbon, des facteurs d'émission spécifiques par couche et, pour le gaz naturel, des facteurs par défaut propres à l'U.E. ou aux différents pays producteurs doivent encore être élaborés. Les valeurs par défaut du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sont acceptables pour les produits du raffinage. Le facteur d'émission pour la biomasse est égal à zéro.

Si le facteur d'émission ne tient pas compte du fait qu'une partie du carbone n'est pas oxydée, un facteur d'oxydation supplémentaire est utilisé. Un facteur d'oxydation n'a pas à être appliqué si des facteurs d'émission spécifiques par activité ont été calculés et s'ils tiennent déjà compte de l'oxydation.

Les facteurs d'oxydation par défaut élaborés en application de la Directive 96/61/C.E. sont utilisés, sauf si l'exploitant peut démontrer que des facteurs spécifiques par activité sont plus précis.

Des calculs distincts sont effectués pour chaque activité, chaque installation et pour chaque combustible.

Mesures.

Les émissions sont mesurées selon des méthodes normalisées ou reconnues et sont corroborées par un calcul des émissions.

Surveillance des émissions d'autres gaz à effet de serre.

Des méthodes normalisées ou reconnues sont utilisées; elles sont mises au point par la Commission européenne en collaboration avec tous les intéressés et sont arrêtées conformément à la procédure visée à l'article 23, § 2, de la directive mentionnée à l'article 2, 3°, du présent décret.

Déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

Chaque exploitant inclut les informations suivantes dans la déclaration des émissions de gaz à effet de serre relative à une installation.

A. Données d'identification de l'installation :

- dénomination de l'installation;
- adresse, y compris le code postal et le pays;
- type et nombre d'activités de l'annexe I^{re} exercées dans l'installation;
- adresse, numéro de téléphone et de télécopieur, adresse électronique d'une personne de contact;
- nom du propriétaire de l'installation et de la société mère éventuelle.

B. Pour chaque activité de l'annexe I^{re} exercée sur le site, pour laquelle les émissions sont calculées :

- données relatives à l'activité;
- facteurs d'émission;
- facteurs d'oxydation;
- émissions totales;
- degré d'incertitude.

C. Pour chaque activité de l'annexe I^{re} exercée sur le site, pour laquelle les émissions sont mesurées :

- émissions totales;
- informations sur la fiabilité des méthodes de mesure;
- degré d'incertitude.

D. Pour les émissions résultant d'une combustion, la déclaration des émissions de gaz à effet de serre mentionne également le facteur d'oxydation, sauf si l'oxydation a déjà été prise en considération dans l'élaboration d'un facteur d'émission spécifique par activité.

Vu pour être annexé au décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Namur, le 10 novembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE II. — CRITERES DE VERIFICATION
visés à l'article 9

Principes généraux.

1. Les émissions de gaz à effet de serre spécifiés de toute installation se livrant à une ou plusieurs activités visées à l'article 3 font l'objet de vérifications.

2. La procédure de vérification prend en considération la déclaration établie en application de l'article 2, 7^o, et de l'article 7, § 4, et la surveillance des émissions effectuée au cours de l'année précédente. Elle porte sur la fiabilité, la crédibilité et la précision des systèmes de surveillance et des données déclarées et des informations relatives aux émissions, et notamment :

- a. les données déclarées concernant l'activité, ainsi que les mesures et calculs connexes;
- b. le choix et l'utilisation des facteurs d'émission;
- c. les calculs effectués pour déterminer les émissions globales;
- d. si des mesures sont utilisées, la pertinence du choix et l'emploi des méthodes de mesure.

3. Les émissions déclarées ne peuvent être validées que si des données et des informations fiables et crédibles permettent de déterminer les émissions avec un degré élevé de certitude. Pour établir ce degré élevé de certitude, l'exploitant doit démontrer que :

- a. les données déclarées sont exemptes d'incohérences;
- b. la collecte des données a été effectuée conformément aux normes scientifiques;
- c. les registres correspondants de l'installation sont complets et cohérents.

4. Le vérificateur a accès à tous les sites et à toutes les informations en rapport avec l'objet des vérifications.

5. Le vérificateur tient compte du fait que l'installation est ou n'est pas certifiée ISO 14001 ou enregistrée dans l'EMAS (système communautaire de management environnemental et d'audit).

Méthodologie.

Analyse stratégique.

6. La vérification est fondée sur une analyse stratégique de toutes les activités exercées dans l'installation. Cela implique que le vérificateur a une vue d'ensemble de toutes les activités et de leur importance par rapport aux émissions.

Analyse des procédés.

7. La vérification des informations soumises est effectuée, en tant que de besoin, sur le site de l'installation. Le vérificateur recourt à des contrôles par sondage pour déterminer la fiabilité des données et des informations fournies.

Analyse des risques.

8. Le vérificateur soumet toutes les sources d'émission présentes dans l'installation à une évaluation de la fiabilité des données fournies pour chaque source contribuant aux émissions globales de l'installation.

9. Sur la base de cette analyse, le vérificateur met explicitement en évidence les sources dont la détermination des émissions présente un risque d'erreur élevé, et d'autres aspects de la procédure de surveillance et de déclaration qui sont des sources d'erreurs potentielles dans la détermination des émissions globales. Il s'agit notamment du choix des facteurs d'émission et des calculs à effectuer pour déterminer les niveaux des émissions des différentes sources d'émission. Une attention particulière est accordée à ces sources dont la détermination des émissions présente un risque d'erreur élevé et aux aspects susmentionnés de la procédure de surveillance.

10. Le vérificateur prend en considération toutes les méthodes de gestion des risques appliquées par l'exploitant en vue de réduire au maximum le degré d'incertitude.

Rapport.

11. Le vérificateur prépare un rapport sur la procédure de validation, indiquant si la déclaration faite en application de l'article 2, 7^o, et de l'article 7, § 4, est satisfaisante. Ce rapport traite de tous les aspects pertinents pour le travail effectué. Le vérificateur peut attester que la déclaration établie en application de l'article 2, 7^o, et de l'article 7, § 4, est satisfaisante si, selon lui, les émissions totales déclarées ne sont pas matériellement inexactes.

Compétences minimales exigées du vérificateur.

12. Le vérificateur est indépendant de l'exploitant, exerce ses activités avec un professionnalisme sérieux et objectif, et a une bonne connaissance :

- a. des dispositions de la présente directive, ainsi que des normes pertinentes et des lignes directrices adoptées par la Commission en application de l'article 14, § 1^{er}, de la directive mentionnée à l'article 2, 3^o, du présent décret;
- b. des exigences législatives, réglementaires et administratives applicables aux activités soumises à la vérification;
- c. de l'élaboration de toutes les informations relatives à chaque source d'émission présente dans l'installation, notamment aux stades de la collecte, de la mesure, du calcul et de la déclaration des données.

13. Les vérificateurs, y compris ceux accrédités conformément à la procédure et aux critères définis dans le Règlement (C.E.) n° 761/2001/C.E. du Parlement européen et du Conseil permettant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), qui disposent des compétences et de l'expérience nécessaires en matière d'activités de réduction des émissions de gaz à effet de serre, peuvent jouer le rôle de vérificateurs pour les activités de projet éligibles au titre de la mise en œuvre conjointe qui sont entreprises dans la Communauté.

Vu pour être annexé au décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Namur, le 10 novembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE III. — CRITERES APPLICABLES AU PLAN WALLON D'ALLOCATION DE QUOTAS visés à l'article 3

1. La quantité totale de quotas à allouer pour la période considérée est compatible avec l'obligation, pour la Région wallonne, de limiter ses émissions conformément à la décision 2002/358/C.E. et au Protocole de Kyoto, en tenant compte, d'une part, de la proportion des émissions globales que ces quotas représentent par rapport aux émissions provenant de sources non couvertes par la présente directive et, d'autre part, de sa politique énergétique régionale, et est compatible avec le programme régional en matière de changements climatiques. Elle n'est pas supérieure à celle nécessaire, selon toute vraisemblance, à l'application stricte des critères fixés dans la présente annexe. Elle est compatible, pour la période allant jusqu'à 2008, avec un scénario aboutissant à ce que la Région wallonne puisse atteindre, voire faire mieux, que l'objectif qui lui a été assigné en vertu de la décision 2002/358/C.E. et du Protocole de Kyoto.

2. La quantité totale de quotas à allouer est compatible avec les évaluations des progrès réels et prévus dans la réalisation de la contribution de la Région wallonne aux engagements de la Communauté, effectuées en application de la Décision 93/389/C.E.E.

3. Les quantités de quotas à allouer sont cohérentes avec le potentiel, y compris le potentiel technologique, de réduction des émissions des activités couvertes par le présent système.

4. Le plan est cohérent avec les autres instruments législatifs et politiques communautaires. Il convient de tenir compte des augmentations des émissions résultant de nouvelles exigences législatives.

5. Conformément aux exigences du traité, notamment ses articles 87 et 88, le plan n'opère pas de discrimination entre entreprises ou secteurs, qui soit susceptible d'avantager indûment certaines entreprises ou activités.

6. Le plan contient des informations sur les moyens qui permettront aux nouveaux entrants de commencer à participer au système communautaire en Région wallonne.

7. Le plan peut tenir compte des mesures prises à un stade précoce et contient des informations sur la manière dont il en est tenu compte. Des référentiels, établis à partir de documents de référence concernant les meilleures techniques disponibles, peuvent être utilisés par la Région pour élaborer son plan d'allocation de quotas et inclure un élément destiné à tenir compte des mesures prises à un stade précoce.

8. Le plan contient des informations sur la manière dont les technologies propres, notamment les technologies permettant d'améliorer l'efficacité énergétique, sont prises en compte.

9. Le plan comprend des dispositions permettant au public de formuler des observations et contient des informations sur les modalités en vertu desquelles ces observations seront dûment prises en considération avant toute prise de décision sur l'allocation de quotas.

10. Le plan contient la liste des installations couvertes par la présente directive avec pour chacune d'elles les quotas que l'on souhaite lui allouer.

11. Le plan peut contenir des informations sur la manière dont on tiendra compte de l'existence d'une concurrence de la part des pays ou entités extérieurs à l'Union.

Vu pour être annexé au décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Namur, le 10 novembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4545

[2004/203609]

10. NOVEMBER 2004 — Dekret zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen und Definitionen

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret ist auf die Treibhausgasemissionen in die Atmosphäre aus den durch die Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Es führt ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, um die Verringerung der Treibhausgasemissionen unter wirtschaftlich wirksamen und effizienten Bedingungen zu fördern.

Abschnitt 2 — Definitionen

Art. 2 - 1° Zertifikat: das Zertifikat, das zur Emission von einer Tonne Kohlendioxidäquivalent in einem bestimmten Bezugszeitraum berechtigt; es gilt nur für die Erfüllung der Anforderungen des vorliegenden Dekrets und kann gemäß dessen Bestimmungen übertragen werden;

2° Treibhausgase:

- a. Kohlendioxid (CO₂);
- b. Methan (CH₄);
- c. Distickstoffoxid (N₂O);
- d. Fluorkohlenwasserstoffe (FCKW);
- e. Perfluorierte Kohlenwasserstoffe (FKW);
- f. Schwefelhexafluorid (SF₆);

3° spezifizierte Treibhausgase: die von der Regierung gemäß der Anlage I der Richtlinie 2003/87/EG vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG angegebenen Treibhausgase;

4° neuer Marktteilnehmer: folgende Einrichtungen sind für einen bestimmten Bezugszeitraum neue Marktteilnehmer im System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten:

a) jede Einrichtung, die den Betrieb einer oder mehrerer, spezifizierte Treibhausgase ausstoßender Tätigkeiten oder Anlagen durchführt, die nicht in dem der europäischen Kommission aufgrund des Artikels 3 § 7 zugestellten wallonischen regionalen Zuteilungsplan erwähnt wird und der nach dieser Zustellung an die Kommission eine Umweltgenehmigung bezüglich dieser spezifizierten Treibhausgasemissionen erteilt wurde;

b) jede Einrichtung, die den in dem der europäischen Kommission aufgrund des Artikels 3 § 7 zugestellten wallonischen regionalen Zuteilungsplan erwähnten Betrieb einer oder mehrerer spezifizierter Treibhausgase ausstoßender Tätigkeiten oder Anlagen durchführt und der nach dieser Zustellung an die Kommission entweder eine Umweltgenehmigung bezüglich dieser spezifizierten Treibhausgasemissionen infolge einer Änderung der Art oder Funktionsweise oder einer Erweiterung der Anlage erteilt wurde und die ihre spezifizierten Treibhausgasemissionen im Verhältnis zu denjenigen, die für die ursprüngliche Zuteilung als Grundlage dienen, merkbar erhöht, oder für die eine von dem Betreiber in dem in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Register festgehaltene Umänderung oder Erweiterung eine merkliche Erhöhung dieser spezifizierten Treibhausgasemissionen im Verhältnis zu denjenigen, die für die ursprüngliche Zuteilung als Grundlage dienen, nach sich zieht;

5° Tonne Kohlendioxidäquivalent: eine metrische Tonne Kohlendioxid (CO₂) oder eine Menge eines anderen Treibhausgases mit einem äquivalenten Erderwärmungspotenzial;

6° Bezugszeitraum: Zeitraum von fünf Jahren, auf den sich der Plan für die Zuteilung der Zertifikate erstreckt, mit Ausnahme des ersten Bezugszeitraums, der eine Dauer von drei Jahren beträgt und ab dem 1. Januar 2005 bis zum 31. Dezember 2007 läuft;

7° Berichterstattung betreffend Emissionen von Treibhausgasen: Urkunde, mittels derer jeder Betreiber eines Betriebs dem im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten technischen Beamten, sowie der von der Regierung zu bezeichnenden Dienststelle oder Einrichtung die spezifizierten Treibhausgase dieses Betriebs im Laufe eines jeden Kalenderjahres nach Ablauf des betreffenden Jahres übermittelt;

8° Person: natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person;

9° Drittland: Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist und dem Protokoll von Kyoto beigetreten ist;

10° Gastgeberland: Land, in dem Investitionen im Rahmen der Flexibilitätsmechanismen bewilligt werden;

11° Kyoto-Protokoll: Protokoll zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, geschehen zu Kyoto am 11. Dezember 1997, dem der Wallonische Regionalrat durch Dekret vom 21. März 2002 zugestimmt hat;

12° R.V.U.K.: Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen;

13° in der Anlage I des R.V.U.K. erwähnte Vertragspartei: eine in der Anlage I des Rahmenübereinkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen erwähnte Vertragspartei, die das Kyoto-Protokoll ratifiziert hat, so wie dies in Artikel 1 § 7 des besagten Protokolls angegeben wird;

14° Projektstätigkeit: die von einer oder mehreren, in der Anlage I des R.V.U.K. erwähnten Vertragsparteien genehmigte Projektstätigkeit gemäß Artikel 6 (im Rahmen des Joint Implementation - JI durchgeführtes Projekt) oder gemäß Artikel 12 (im Rahmen des Clean Development Mechanism - CDM durchgeführtes Projekt) des Kyoto-Protokolls und gemäß den aufgrund des R.V.U.K. oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Beschlüssen;

15° Einheit der zugeteilten Menge (EZM): in Anwendung des Artikles 3 § 7 des Kyoto-Protokolls und der aufgrund des R.V.U.K. oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Beschlüsse festgelegte Einheit;

16° Emissionsreduktionseinheit (ERE): in Anwendung des Artikels 6 des Kyoto-Protokolls und der aufgrund des R.V.U.K. oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Beschlüsse erteilte Einheit;

17° zertifizierte Emissionsreduktion (ZER): in Anwendung des Artikels 12 des Kyoto-Protokolls und der aufgrund des R.V.U.K. oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Beschlüsse erteilte Einheit;

18° Einheit des Emissionsabbaus durch Senken: in Anwendung des Artikels 3.3 und 3.4 des Kyoto-Protokolls und der aufgrund des R.V.U.K. oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Beschlüsse festgelegte und erteilte Einheit;

19° Senke: Vorgang, Tätigkeit oder natürlicher oder künstlicher Mechanismus, durch die ein Treibhausgas, ein Aerosol oder eine Vorläufersubstanz eines Treibhausgases aus der Atmosphäre entfernt wird;

20° Emissionsrecht: Einheit der zugeteilten Menge, Emissionsreduktionseinheit, zertifizierte Emissionsreduktion, Einheit des Emissionsabbaus durch Senken, die nur zur Erfüllung der Anforderungen des Kyoto-Protokolls und des vorliegenden Dekrets gültig sind und die gemäß den Bestimmungen des Kyoto-Protokolls, der in diesem Rahmen verabschiedeten Beschlüsse und des vorliegenden Dekrets übertragen werden können;

21° Flexibilitätsmechanismus: Mechanismus zur Verringerung der Treibhausgase, mittels dessen den in der Anlage I des R.V.U.K. erwähnten Vertragsparteien die Erfüllung ihrer Emissionsziele zu möglichst geringen Kosten erleichtert werden kann;

22° Joint Implementation-Mechanismus (JIM): Flexibilitätsmechanismus, durch den eine Vertragspartei in Projekte investieren kann, die in in der Anlage I des R.V.U.K. angeführten Ländern durchgeführt werden und die auf die Verringerung der Treibhausgasemissionen oder auf die Erhöhung von deren Abbau durch Kohlenstoffsinken in dem Gastgeberland abzielen;

23° Clean Development-Mechanismus (CDM): Flexibilitätsmechanismus, durch den eine in der Anlage I des R.V.U.K. angeführte Vertragspartei in einem nicht in der Anlage I angegebenen Land mit dem Ziel investieren kann, die Investitionen zur Verringerung der Treibhausgasemissionen in Richtung einer nachhaltigen Entwicklung in den Entwicklungsländern anzureizen;

24° zuständige Behörde: im Sinne des Artikels 21 ist die erstinstanzliche zuständige Behörde die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, vertreten durch deren Generaldirektor. Die Einspruchsinstanz ist der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

KAPITEL II — System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten

Abschnitt 1 — Wallonischer Plan für die Zuteilung der Treibhausgasemissionszertifikate

Art. 3. § 1. Die wallonische Regierung stellt für jeden Bezugszeitraum und unter Einhaltung des Zusammenarbeitsübereinkommens vom 14. Oktober 2002 über die Erstellung, Durchführung und Überwachung eines nationalen Klimaplans, sowie über die Erstellung von Berichten im Rahmen des Rahmenübereinkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und des Kyoto-Protokolls einen wallonischen Plan für die Zuteilung der Zertifikate auf.

Aus diesem Plan geht hervor, wie viele Zertifikate die Regierung insgesamt für diesen Zeitraum zuzuteilen beabsichtigt und wie sie die Zertifikate zuzuteilen gedenkt.

Für den zweiten und die nachfolgenden Bezugszeiträume wird in diesem Plan der Prozentsatz der einer jeden Anlage zugeteilten Zertifikate angegeben, zu dem die Betreiber durch Anwendung der Bestimmungen des Artikels 8 die ZER und ERE in dem System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten benutzen dürfen.

Dieser Plan stützt sich auf objektive und transparente Kriterien, insbesondere diejenigen der Anlage III.

§ 2. Die Gesamtmenge der zuteilbaren Zertifikate für den Bezugszeitraum wird insbesondere unter Berücksichtigungen folgender Elemente festgelegt:

1° die internationalen Verpflichtungen des belgischen Staats in Sachen Treibhausgasemissionen und die Verpflichtung der Wallonischen Region infolge der Aufteilung der internationalen Verpflichtungen innerhalb des Staats;

2° der relative Gesamtanteil der spezifizierten Treibhausgasemissionen aus den von der Regierung bezeichneten Anlagen und Tätigkeiten an den gesamten Treibhausgasemissionen in der Wallonischen Region;

3° die Voraussagen für den Entwicklungstrend der Treibhausgasemissionen in allen Tätigkeitsbereichen;

4° die technischen und wirtschaftlichen Möglichkeiten zur Verringerung der Emissionen aller Tätigkeitsbereiche, die spezifizierte Treibhausgase ausstoßen, insbesondere diejenigen, die durch die im Dekret vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen erwähnten Umweltvereinbarungen festgelegt wurden;

5° die Voraussagen für die Einrichtung oder Erweiterung der von der Regierung bezeichneten Anlagen oder Tätigkeiten, die spezifizierte Treibhausgase ausstoßen, oder für die Einstellung dieser Tätigkeiten;

6° die Notwendigkeit der Beinhaltung einer Zertifikatsreserve, die für die Zuteilung an neue Marktteilnehmer bestimmt ist.

§ 3. Der Plan enthält eine Liste der von der Regierung bezeichneten Anlagen und Tätigkeiten, die spezifizierte Treibhausgase ausstoßen, wobei die geplante Aufteilung der Zertifikate, die ursprünglich unter diesen Anlagen und Tätigkeiten zuzuteilen sind, angegeben wird.

Diese Aufteilung:

1° wird gemäß dem Grundsatz der Billigkeit durchgeführt;

2° führt nicht zu Zuteilungen, die höher sind als der wahrscheinliche Bedarf für die Anwendung der Zuteilungskriterien;

3° berücksichtigt die Notwendigkeit, neuen Marktteilnehmern den Zugang zu Zertifikaten zu ermöglichen;

4° berücksichtigt die von der Europäischen Kommission gemäß der Richtlinie 2003/87/EG vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates erarbeitete Anleitung zur Anwendung der Kriterien.

§ 4. Der Plan enthält Angaben über die Verwaltung der Zertifikatsreserven, insbesondere derjenigen, die für die neuen Marktteilnehmer bestimmt sind.

§ 5. Für den ersten Bezugszeitraum teilt die Regierung 100% der Zertifikate kostenlos zu.

Für den zweiten Bezugszeitraum teilt die Regierung mindestens 90% der Zertifikate kostenlos zu.

Für die nachfolgenden Bezugszeiträume bestimmt die Regierung den minimalen Prozentsatz der Zertifikate, die kostenlos zuzuteilen sind.

Der Plan enthält Angaben über die Modalitäten für die entgeltliche Zuteilung der Zertifikate.

§ 6. Die Regierung verabschiedet die Modalitäten für die Erstellung und Konsultierung des Plans, einschließlich der Übertragung auf der Internet-Webseite der von ihr bezeichneten Dienststelle.

Der Plan berücksichtigt die geäußerten Bemerkungen.

§ 7. Die Regierung veröffentlicht den Plan im *Belgischen Staatsblatt* und stellt ihn der Europäischen Kommission und den anderen Mitgliedstaaten zu.

Ab dem 1. Januar 2008 erfolgt diese Zustellung spätestens achtzehn Monate vor der betroffenen Periode.

§ 8. Die von der Europäischen Kommission vorgebrachten Bemerkungen werden von der Regierung vollständig oder teilweise im Plan aufgenommen. Die von der Regierung vorgeschlagenen Änderungen werden der Europäischen Kommission zugestellt.

Abschnitt 2 — Zuteilung, Vergabe und Verwaltung der Treibhausgasemissionszertifikate

Art. 4 - § 1. Auf der Grundlage eines regionalen Zuteilungsplans für den ersten Bezugszeitraum verabschiedet die Regierung die Gesamtmenge der für diesen Zeitraum zuteilbaren Zertifikate.

Anschließend verabschiedet sie gemäß dem von ihr bestimmten Verfahren die ursprüngliche Zuteilung dieser Zertifikate an den Betreiber eines jeden Betriebs, in dem eine oder mehrere, spezifizierte Treibhausgase ausstoßende Anlagen oder Tätigkeiten beteiligt sind.

Sie verabschiedet ebenfalls die Modalitäten für die Verwaltung der Zertifikatsreserven.

§ 2. Was die nachfolgenden Bezugszeiträume betrifft:

1° Wenn die Europäische Kommission den regionalen Zuteilungsplan annimmt, verabschiedet die Regierung mindestens zwölf Monate vor Beginn des Bezugszeitraums des besagten Plans und auf dessen Grundlage die Gesamtmenge der Zertifikate, die sie für diesen Zeitraum zuteilt, sowie die Aufteilung der ursprünglich kostenlos unter den Betreibern der Betriebe, in denen eine oder mehrere, in dem Plan erwähnte und spezifizierte Treibhausgase ausstoßende Anlagen oder Tätigkeiten beteiligt sind, zugeteilten Zertifikate.

2° Nach Genehmigung des Zuteilungsplans verabschiedet die Regierung gemäß dem von ihr bestimmten Verfahren die ursprüngliche Zuteilung der Zertifikate an den Betreiber eines jeden Betriebs, in dem eine oder mehrere, spezifizierte Treibhausgase ausstoßende Anlagen oder Tätigkeiten beteiligt sind.

3° Die Regierung verabschiedet ebenfalls die Modalitäten für die Verwaltung der Zertifikatsreserven.

4° Wenn die Europäische Kommission den regionalen Zuteilungsplan für einen bestimmten Bezugszeitraum nicht angenommen hat, legt die Regierung eine angemessene Frist fest, um den in Punkt 1° erwähnten Erlass zu verabschieden.

§ 3. Die Regierung kann die Modalitäten für die Durchführung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels festlegen.

Art. 5 - Für jedes Jahr des Bezugszeitraums verabschiedet die Regierung den Anteil der Gesamtmenge der Zertifikate, die ursprünglich für die Zuteilung an die Betreiber der Betriebe bestimmt ist. Diese Zertifikate werden spätestens am 28. Februar eines jeden Jahres des Bezugszeitraums vergeben.

Was das innerhalb des betroffenen Bezugszeitraums noch zu verstreichende Jahr oder die noch zu vertreichenden Jahre betrifft, kann die Regierung den Beschluss der kostenlosen Vergabe der Zertifikate in einer jährlichen Aufteilung rückgängig machen oder abändern, und zwar in folgenden Fällen:

1° endgültiger Betriebseinstellung;

2° Betriebseinstellung einer Anlage oder Tätigkeit während mindestens zwei Jahren;

3° merkliche Änderung, durch die eine Anlage oder Tätigkeit nicht mehr von dem System für den Handel mit spezifizierten Treibhausgasemissionszertifikaten betroffen ist;

4° Hinfälligkeit der Umweltgenehmigung.

Die aufgrund des vorhergehenden Absatzes nicht vergebenen Zertifikate werden der für die Zuteilung an die neuen Marktteilnehmer bestimmten Zertifikatsreserve zugeführt.

Art. 6 - § 1. Der Betreiber kann gegen die in Artikel 4 § 1 Absatz 2 und in Artikel 5 erwähnten Beschlüsse Einspruch erheben.

Der Einspruch gegen den in Artikel 5 Absatz 2 erwähnten Beschluss hat aufschiebende Wirkung auf den angefochtenen Beschluss.

§ 2. Unter Gefahr der Unzulässlichkeit wird der Einspruch innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Beschlusses oder, falls kein Beschluss vorliegt, ab dem Tag, der auf die der zuständigen Behörde zur Entsendung ihres Beschlusses eingeräumten Frist folgt, per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung oder per Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung an die beratende Kommission im Sinne von Paragraph 3 gerichtet.

§ 3. Es wird eine beratende Kommission für Einsprüche gegründet.

Die Kommission setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

- 1° einem Vorsitzenden, der eine Erfahrung in der Magistratur von mindestens fünf Jahren nachweisen kann;
- 2° zwei Personen, die über eine ausgeprägte Fachkenntnis in den behandelten Angelegenheiten verfügen;
- 3° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;
- 4° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört.

Die Regierung ernennt für jedes effektive Mitglied einen Stellvertreter. Der stellvertretende Vorsitzende und die stellvertretenden Mitglieder nehmen an der Sitzung teil, wenn der effektive Vorsitzende oder ein effektives Mitglied, deren Vertretung sie innehaben, verhindert ist. Jedes Mandat hat eine Dauer von fünf Jahren. Falls ein Mandat vor dessen Ablaufdatum für vakant erklärt wird, wird der Nachfolger für den übrigen laufenden Teil des Mandats ernannt.

Die Kommission ist lediglich dann beschlussfähig, wenn der Vorsitzende oder dessen Stellvertreter und zwei effektive oder stellvertretende Mitglieder, von denen mindestens eines über die technischen Fachkenntnisse und über eine Erfahrung in den behandelten Angelegenheiten verfügt, anwesend sind. Stimmhaltung ist nicht zugelassen. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Der Vorsitzende und die anderen Mitglieder der Kommission sind zum Beratungsgeheimnis und zur Vertraulichkeit der Informationen, von denen sie im Rahmen ihrer Aufgabe Kenntnis haben, verpflichtet.

Die Kommission wird von einem Sekretär und zwei beigeordneten Sekretären unterstützt, die von der Regierung bezeichnet werden.

Die Regierung verabschiedet die Modalitäten, nach denen die Einsprüche eingereicht und untersucht werden.

§ 4. Innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Einspruchs übermittelt die beratende Kommission dem Kläger und der Regierung eine Empfangsbestätigung unter Angabe des Datums, an dem die in Absatz 2 erwähnte Sitzung abgehalten wird.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs werden der Kläger und der Regierungsvertreter zu einer Anhörung vor der Kommission vorgeladen.

Die Kommission nimmt ein Protokoll der Sitzung auf und gibt innerhalb von fünfzehn Tagen ihr Gutachten an die zuständige Behörde ab. Mangels dessen wird das Verfahren fortgesetzt.

Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs übermittelt die Regierung dem Kläger ihren Beschluss.

In Ermangelung der Übermittlung des Beschlusses der Regierung wird der in erster Instanz gefasste Beschluss bestätigt.

Art. 7 - § 1. Jede Person kann Inhaber von Zertifikaten sein.

Die Zertifikate können zwischen Personen übertragen werden, die Inhaber eines Kontos in einem Register sind, und zwar:

- 1° zwischen Personen auf dem Gebiet der Europäischen Union;
- 2° zwischen Personen auf dem Gebiet der Europäischen Union und Personen, die Inhaber eines Registers in einem Drittland sind, unter der Voraussetzung, dass die Zertifikate mit diesen Drittländern in Anwendung des Artikels 12 § 3 der vorerwähnten Richtlinie 2003/gegenseitig anerkannt wurden.

§ 2. Die innerhalb der Europäischen Union aufgrund in Anwendung der vorerwähnten Richtlinie verabschiedeter Zuteilungspläne vergebenen Zertifikate und die in Drittländern vergebenen Zertifikate, die in Anwendung der Europäischen Union gegenseitig anerkannt wurden, werden in Anwendung des Paragraphen 3 automatisch im Hinblick auf die Einhaltung der den Betreibern obliegenden Verpflichtungen anerkannt.

§ 3. Die Zertifikate sind für den gesamten Bezugszeitraum gültig, für den sie zugeteilt wurden, insofern sie nicht abgegeben oder gelöscht wurden.

§ 4. Spätestens bis zum 30. April eines jeden Jahres gibt der Betreiber eines Betriebs, in dem eine oder mehrere von der Regierung bezeichnete, spezifizierte Treibhausgase ausstoßende Anlagen oder Tätigkeiten beteiligt sind, der Regierung auf der Grundlage einer geprüften Berichterstattung betreffend Emissionen von Treibhausgasen die Anzahl von Zertifikaten ab, die den gesamten spezifizierten Emissionen des Betriebs im vorhergehenden Kalenderjahr entspricht.

Spätestens bis zum 30. April eines jeden Jahres übermittelt der Betreiber der Regierung einen Bericht mit einer Beschreibung der Art und Weise, wie er seine spezifizierten Treibhausgasemissionen verwaltet hat.

§ 5. Vier Monate nach Beginn eines neuen Bezugszeitraums löscht die Regierung die Zertifikate des vorhergehenden Bezugszeitraums, die nicht mehr gültig sind und nicht gemäß Paragraph 3 abgegeben oder gelöscht wurden.

Ab dem Zeitraum, der am 1. Januar 2013 beginnt, vergibt die Regierung den Personen Zertifikate für den laufenden Zeitraum, um alle Zertifikate des vorhergehenden Bezugszeitraums zu ersetzen, deren Inhaber sie waren und die gemäß Absatz 1 gelöscht wurden.

§ 6. Die Regierung kann jederzeit Zertifikate auf Antrag der Person löschen, die deren Inhaber ist.

§ 7. Die Regierung kann die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels festlegen.

Art. 8 - § 1. Unter Vorbehalt des Paragraphen 3 kann die Regierung einem Betreiber auf dessen Antrag erlauben, ZER und ERE zu benutzen, die sich aus Projektaktivitäten innerhalb des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten ergeben, um die in Artikel 7 § 4 erwähnten Verpflichtung zu erfüllen. Die Regierung vergibt oder übergibt unverzüglich ein Zertifikat in Tausch für eine ZER oder ERE, deren Inhaber dieser Betreiber entsprechend dem Register ist.

§ 2. Für den ersten Bezugszeitraum können lediglich ZER benutzt werden. Die Regierung löscht die ZER, die gegen während dem ersten Bezugszeitraum gültige Zertifikate ausgetauscht wurden.

§ 3. Unbeschadet des Artikels 16, können alle vergebenen ZER und ERE, die gemäß dem R.V.U.K., dem Kyoto-Protokoll und den späteren, in diesem Rahmen gefassten Beschlüssen benutzt werden können, innerhalb des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten benutzt werden, mit Ausnahme derjenigen, die folgende Projektaktivitäten betreffen:

1° gemäß dem R.V.U.K., dem Kyoto-Protokoll und den späteren, in diesem Rahmen gefassten Beschlüssen für die beiden ersten Bezugszeiträume, die Kernanlagen;

2° die Grundstücksnutzung, Grundstücksumnutzung und Waldbewirtschaftung, die die Regierung nicht für geeignet erachtet.

§ 4. Die Regierung kann die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels festlegen.

Abschnitt 3 — Prüfung der Berichte

Art. 9 - § 1. Die von dem Betreiber übermittelte Berichterstattung betreffend spezifische Treibhausgasemissionen wird jährlich gemäß den in der Anlage II festgelegten Kriterien geprüft.

§ 2. Die Regierung bezeichnet die prüfende(n) Instanz(en) nach einem von ihr festgelegten Verfahren.

Art. 10 - § 1. Die prüfende Instanz übermittelt ihren Bericht der Dienststelle oder Einrichtung, die von der Regierung zu bezeichnen ist.

§ 2. Auf der Grundlage des Berichts der prüfenden Instanz entscheidet die Dienststelle oder Einrichtung, ob die Berichterstattung zufriedenstellend ist. Sie setzt den Betreiber, die Regierung, den technischen Beamten im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und die für die Führung des in Artikel 11 erwähnten Registers verantwortliche Person vor dem 31. März desselben Jahres davon in Kenntnis.

§ 3. Falls die Berichterstattung betreffend spezifische Treibhausgasemissionen nicht innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist übermittelt wurde oder wenn die Dienststelle oder Einrichtung beschließt, dass die Berichterstattung nicht zufriedenstellend ist, stellt die Dienststelle oder Einrichtung dem Betreiber, der Regierung und dem technischen Beamten im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung unverzüglich das Verbot zu, Zertifikate der Anlage abzutreten, und zwar solange die Prüfung einer Berichterstattung des Betreibers kein zufriedenstellendes Ergebnis bringt.

Gleichzeitig setzt sie die für die Führung des in Artikel 11 erwähnten Registers verantwortliche Person davon in Kenntnis.

§ 4. Die Regierung gibt die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels an. Diese können insbesondere Einspruchsmodalitäten enthalten.

Abschnitt 4 — Register für die Zertifikate und Flexibilitätsmechanismen

Art. 11 - Es wird ein Register eingerichtet und aktualisiert, um die genaue Verbuchung von Vergabe, Besitz, Übertragung, Austausch und Löschung von ERE und ZER zu gewährleisten.

Das Register ist der Öffentlichkeit zugänglich zu machen.

Es ist in getrennte Konten aufzugliedern, um die Zertifikate der einzelnen Personen zu erfassen, an die und von denen Zertifikate vergeben oder übertragen werden. Die Vergabe der Zertifikate an die Betreiber wird durch eine Eintragung in das Konto ihrer Empfänger im Register gekennzeichnet.

Die Regierung gibt die für die Führung des Registers verantwortliche Person sowie die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels an.

Abschnitt 5 — Sanktionen

Art. 12 - § 1. Jedem Betreiber, der nicht spätestens bis zum 30. April eines jeden Jahres eine ausreichende Anzahl von Zertifikaten zur Abdeckung seiner spezifizierten Treibhausgasemissionen im Vorjahr abgibt, wird eine Sanktion wegen folgenden Emissionsüberschreitungen auferlegt:

1° für den ersten Bezugszeitraum wird die Geldstrafe für jede von einem Betrieb ausgestoßene Tonne Kohlendioxidäquivalent, für die der Betreiber keine Zertifikate abgegeben hat, auf 40 Euro festgelegt;

2° für die nachfolgenden Bezugszeiträume wird die Geldstrafe für jede von einem Betrieb ausgestoßene Tonne Kohlendioxidäquivalent, für die der Betreiber keine Zertifikate abgegeben hat, auf 100 Euro festgelegt.

§ 2. Die Zahlung der Geldstrafe entbindet den Betreiber nicht von der Verpflichtung, Zertifikate in Höhe der Emissionsüberschreitungen abzugeben, spätestens wenn er die Zertifikate für das folgende Kalenderjahr abgibt.

§ 3. Solange der Betreiber die Zertifikate, deren Inhaber er ist, gemäß Artikel 7 abgibt, können sie nicht ab dem 1. Mai in Höhe der Anzahl abgetreten werden, die die Regierung zur Abgabe für nötig erachtet.

§ 4. Die Modalitäten für die Einziehung der Geldstrafe werden von der Regierung festgelegt.

Diese Geldstrafen werden dem in Artikel 13 erwähnten Fonds zugeführt.

§ 5. Der Name des Betreibers, der nicht genügend Zertifikate abgibt, wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 6. Die Regierung verabschiedet die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels.

KAPITEL III — Schaffung eines Wallonischen Kyoto-Fonds

Art. 13 - § 1. Innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region wird ein Wallonischer Kyoto-Fonds geschaffen.

§ 2. Die Einnahmen des Fonds sind für die Durchführung folgender Aufgaben bestimmt:

1° die Förderung von Tätigkeiten und Projekten, die als Ergebnis zusätzliche Verringerungen oder dauerhafte Lagerungen von Treibhausgasemissionen im Verhältnis zu denjenigen haben, die ohne diese Tätigkeit, dieses vorgeschlagene Projekt oder diese Förderung erzielt worden wären;

2° die Durchführung projektbezogener Mechanismen, der Beitrag an Einrichtungen, die projektbezogene Mechanismen durchführen, der Erwerb von Emissionsrechten aus projektbezogenen Mechanismen, der Erwerb von Emissionsrechten auf dem Weltmarkt;

3° im Rahmen der projektbezogenen Mechanismen die Übertragung von Technologien oder Fachkenntnis, die mit der nachhaltigen Entwicklung vereinbar sind.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Kriterien für die Zulässigkeit dieser Tätigkeiten im Hinblick auf deren Finanzierung oder Mitfinanzierung durch diesen Fonds, sowie das Verfahren und die Modalitäten ihrer Finanzierung oder Mitfinanzierung und der Zuweisung der Finanzerträge oder Treibhausgasemissionseinheiten, die sich unter Umständen daraus ergeben.

§ 4. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Finanzierung und Verwaltung dieses Fonds.

Dieser Fonds wird insbesondere folgendermaßen finanziert:

1° durch den Ertrag der aufgrund des Artikels 12 verurteilten Geldstrafen;

2° durch den Ertrag des eventuellen Verkaufs nach Ablauf des Bezugszeitraums der in den Zuteilungsreserven übrig gebliebenen Zertifikate;

3° durch den Ertrag der entgeltlichen Zuteilung der Zertifikate, die nicht kostenlos zugeteilt werden, gemäß Artikel 3, § 5;

4° durch den Ertrag des Verkaufs von Treibhausgasemissionseinheiten.

KAPITEL IV — Flexibilitätsmechanismen

Art. 14 - § 1. Die von der Region durch das Joint Implementation (JI), den Clean Development Mechanism (CDM) und den Tausch von Emissionsrechten erhaltenen Einheiten können zur Durchführung der infolge der Aufteilung der internationalen Verpflichtungen in Sachen Treibhausgasemissionen innerhalb des belgischen Staats gemäß den von dem Kyoto-Protokoll und den in diesem Rahmen verabschiedeten Beschlüssen bestimmten Regeln und Verfahren festgelegten Verpflichtungen zur Begrenzung der Treibhausgasemissionen der Region benutzt werden.

Die Benutzung der Flexibilitätsmechanismen ergänzt die regionalen Maßnahmen zur Verringerung der Emissionen.

§ 2. Die Regierung bezeichnet die mit der Genehmigung der im Rahmen des Joint Implementation (JI) durchgeführten Projekte und die mit der Genehmigung der im Rahmen des Clean Development Mechanism (CDM) durchgeführten Projekte beauftragte Dienststelle oder Einrichtung.

§ 3. Die Regierung legt die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikel fest.

Art. 15 - § 1. Die sich auf Projekte stützenden Mechanismen, insbesondere die Clean Development-Mechanismen (CDM), werden in Zusammenhang mit der Verwaltung der internationalen Beziehungen und der Entwicklungshilfe untersucht und durchgeführt.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Zulässigkeitskriterien und die Verfahren für die Genehmigung der projektbezogenen Mechanismen. Sie bezeichnet die Dienststelle oder Einrichtung, die in ihrem Namen mit der Durchführung der Flexibilitätsmechanismen beauftragt sind.

§ 3. Die Regierung kann bestimmten juristischen Personen erlauben, an projektbezogenen Mechanismen teilzunehmen.

Die Regierung bleibt für die Durchführung der ihr aufgrund des R.V.U.K. und des Kyoto-Protokolls obliegenden Verpflichtungen verantwortlich und stellt sicher, dass diese Beteiligung mit den gemäß dem R.V.U.K. oder dem Kyoto-Protokoll verabschiedeten einschlägigen Ausrichtungen, Modalitäten und Verfahren vereinbar ist.

§ 4. Die Emissionsrechte werden in ein gemäß dem R.V.U.K., dem Kyoto-Protokoll und den später in diesem Rahmen gefassten Beschlüssen eingerichtetes Register eingetragen.

Dieses Register wird in das in Artikel 11 erwähnte Register eingefügt.

§ 5. Die Regierung legt die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels fest.

Art. 16 - § 1. Die Regierung stellt fest, dass die Projektstätigkeiten, an denen sie teilnimmt oder an denen sie juristische Personen teilzunehmen erlaubt und die außerhalb des Gebiets der Europäischen Union erfolgen, gemäß den Artikeln 6 und 12 des Kyoto-Protokolls und den im Rahmen dieser Bestimmungen verabschiedeten Beschlüssen vorbereitet und durchgeführt werden.

Diese Tätigkeiten haben zum gemeinsamen Ergebnis:

1° wesentliche(n), zusätzliche(n) und nachhaltige(n) Emissionsverringerungen oder -abbau im Verhältnis zu denjenigen, die ohne diese vorgeschlagene Projektstätigkeit erzielt worden wären;

2° die Übertragung oder Ausarbeitung von für die Umwelt gefahrlosen und ökologisch rationalen Technologien oder Fachkenntnissen.

Die Regierung stellt ebenfalls fest, dass das Gastgeberland aufgefordert wurde, seine Alleinbefugnisse auszuüben, um zu bestätigen, dass es durch die Projektstätigkeiten in der Erzielung einer nachhaltigen Entwicklung unterstützt wird.

§ 2. Die Bezugsniveaus, die durch die späteren, im Rahmen des R.V.U.K. oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Beschlüsse für die Projektstätigkeiten bestimmt werden, die in jenen Ländern erfolgen, die mit der Europäischen Union einen Beitrittsvertrag unterzeichnet haben, müssen mit den gemeinschaftlichen Errungenschaften, einschließlich der in dem Beitrittsvertrag vorgesehenen vorläufigen Abweichungen, völlig vereinbar sein.

§ 3. Was die JIM- oder CDM-Projekte betrifft, die die Emissionen einer in den Anwendungsbereich der vorerwähnten Richtlinie fallenden Anlage direkt verringern oder begrenzen, können bis zum 31. Dezember 2012 lediglich dann ERE und ZER vergeben werden, wenn eine gleiche Anzahl von Zertifikaten aus den entsprechenden Konten im Register des Betreibers dieses Betriebs gelöscht wurde.

Was die JI- oder CDM-Projekte betrifft, die die Emissionen einer in den Anwendungsbereich der Richtlinie 2003/87/EG fallenden Anlage indirekt verringern oder begrenzen, können bis zum 31. Dezember 2012 lediglich dann ERE und ZER vergeben werden, wenn eine gleiche Anzahl von Zertifikaten im Gastgeberland gelöscht wurde.

§ 4. Die Regierung legt die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels fest.

KAPITEL V — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 17 - In Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter «oder auch an spezifizierten Treibhausgasemissionsquellen» vor das Wort "muss" gesetzt;

2° in Absatz 3 werden die Wörter «sowie der von der Regierung bezeichneten Einrichtung, falls die Umwandlung oder Erweiterung eine merkliche Auswirkung auf die spezifizierte Treibhausgasemissionsquelle hat» vor die Wörter «eine Abschrift» gesetzt.

Art. 18 - In Artikel 65, § 1 desselben Dekrets wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«3° wenn dies erforderlich ist, um die Einhaltung der Auflagen in Sachen Überwachung und Berichterstattung bezüglich der spezifizierten Treibhausgasemissionen der Anlagen zu gewährleisten.»

KAPITEL VI — *Übergangsbestimmungen*

Art. 19 - Im Laufe des ersten Bezugszeitraums kann die Regierung bei der europäischen Kommission beantragen, dass für bestimmte Betriebe, in denen eine oder mehrere, spezifizierte Treibhausgase ausstoßende und von der Regierung bezeichnete Anlagen oder Tätigkeiten beteiligt sind, in Fällen höherer Gewalt zusätzliche Zertifikate vergeben werden dürfen.

Unter Vorbehalt der Zustimmung der europäischen Kommission kann die Regierung beschließen, den Betreibern dieser Betriebe zusätzliche und nicht übertragbare Zertifikate zuzuteilen.

Art. 20 - Bestimmte Anlagen können spätestens bis zum 31. Dezember 2007 vorübergehend aus dem System für den Handel mit Emissionszertifikaten ausgeschlossen werden.

Die Liste dieser Anlagen oder Tätigkeiten, für die ein Antrag eingereicht wurde, wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Regierung kann die Anwendung des in Artikel 27 der Richtlinie 2003/87/EG erwähnten Verfahrens ersuchen, indem sie sich vergewissert, dass der betroffene Betrieb:

1° seine Emissionen auf ein Niveau begrenzt, das mit demjenigen, das nach Maßgabe des vorliegenden Dekrets erzielt werden würde, gleichwertig ist;

2° den Anforderungen für die Überwachung und Berichterstattung der Treibhausgasemissionen unterliegt, die mit den in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Anforderungen gleichwertig sind;

3° bei Nichterfüllung der auf ihn anwendbaren Anforderungen Sanktionen unterliegt, die den in Artikel 12 vorgesehenen Sanktionen zumindest gleichwertig sind.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikel näher bestimmen.

Art. 21 - § 1. Innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets reicht der Betreiber eines in dem ersten wallonischen Zuteilungsplan erwähnten, bereits bestehenden Betriebs bei der zuständigen Behörde per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung oder per Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung einen Antrag ein, um Treibhausgase ausstoßen zu dürfen.

Der Antrag wird mittels eines von der zuständigen Behörde verabschiedeten Formulars erstellt.

§ 2. Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem die zuständige Behörde den Antrag erhält, übermittelt sie dem Betreiber per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung ihren Beschluss.

§ 3. Der Betreiber kann bei der Regierung gegen die in Paragraph 2 erwähnten Beschlüsse Einspruch erheben.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des Beschlusses bei dem Betreiber dem Minister der Umwelt unter der Anschrift der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung übermittelt.

Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung auf den angefochtenen Beschluss.

Innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem die Regierung den Einspruch erhält, übermittelt sie dem Kläger per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung ihren Beschluss.

§ 4. Falls die erstinstanzliche zuständige Behörde, die Einspruchsinstanz oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten Instanzen nicht über die erforderlichen Informationen verfügen, können sie von dem Betreiber zusätzliche Informationen verlangen.

§ 5. Die zuständige Behörde fasst ihren Beschluss auf der Grundlage der durch die europäische Entscheidung vom 29. Januar 2004 zur Festlegung von Leitlinien für Überwachung und Berichterstattung betreffend Treibhausgasemissionen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates erstellten Leitlinien. Die Regierung kann diese Leitlinien näher bestimmen.

Art. 22 - Übergangsweise kann die Regierung in der Absicht einer Überwachung einer Dienststelle oder Einrichtung die Befugnis erteilen, zu überprüfen, dass die im Namen des durch das vorliegende Dekret eingesetzten Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten oder im Namen der durch das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts eingesetzten Regelung der grünen Bescheinigungen auf die Stromverbraucher abgewälzten eventuellen Kosten die tatsächlich erlittenen Kosten widerspiegeln.

Die Regierung kann die Modalitäten für diese Überwachung verabschieden.

Art. 23 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. November 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

Sitzungsperiode 2004.

Dokumente des Rats 7(SE 2004) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll - öffentliche Sitzung vom 27. Oktober 2004.

Diskussion. Abstimmung.

ANLAGE I — GRUNDSÄTZE FÜR DIE ÜBERWACHUNG
UND BERICHTERSTATTUNG DER TREIBHAUSGASEMISSIONEN
gemäß Artikel 2 7° und Artikel 7 § 4

Überwachung der Kohlendioxidemissionen

Die Überwachung der Emissionen erfolgt entweder durch Berechnung oder auf der Grundlage von Messungen.
Berechnung.

Die Berechnung der Emissionen erfolgt nach folgender Formel:

Tätigkeitsdaten × Emissionsfaktor × Oxidationsfaktor.

Die Überwachung der Tätigkeitsdaten (Brennstoffverbrauch, Produktionsrate usw.) erfolgt auf der Grundlage von Daten über eingesetzte Brenn- oder Rohstoffe oder Messungen.

Es werden etablierte Emissionsfaktoren verwendet. Für alle Brennstoffe können tätigkeitsspezifische Emissionsfaktoren verwendet werden. Für alle Brennstoffe außer nichtkommerziellen Brennstoffen (Brennstoffe aus Abfall wie Reifen und Gase aus industriellen Verfahren) können Standardfaktoren verwendet werden. Flözspezifische Standardwerte für Kohle und EU-spezifische oder erzeugerländerspezifische Standardwerte für Erdgas sind noch weiter auszuarbeiten. Für Raffinerieerzeugnisse können IPCC-Standardwerte verwendet werden. Der Emissionsfaktor für Biomasse ist Null.

Wird beim Emissionsfaktor nicht berücksichtigt, dass ein Teil des Kohlenstoffs nicht oxidiert wird, so ist ein zusätzlicher Oxidationsfaktor zu verwenden. Wurden tätigkeitsspezifische Emissionsfaktoren berechnet, bei denen die Oxidation bereits berücksichtigt ist, so muss ein Oxidationsfaktor nicht verwendet werden.

Es sind gemäß der Richtlinie 96/61/EG entwickelte Standardoxidationsfaktoren zu verwenden, es sei denn, der Betreiber kann nachweisen, dass tätigkeitsspezifische Faktoren genauer sind.

Für jede Tätigkeit und Anlage sowie für jeden Brennstoff ist eine eigene Berechnung anzustellen.

Messung.

Bei der Messung der Emissionen sind standardisierte oder etablierte Verfahren zu verwenden; die Messung ist durch eine flankierende Emissionsberechnung zu bestätigen.

Überwachung anderer Treibhausgasemissionen.

Zu verwenden sind standardisierte oder etablierte Verfahren, die von der europäischen Kommission in Zusammenarbeit mit allen betroffenen Kreisen entwickelt und gemäß dem in Artikel 23 § 2 der in Artikel 2 3° des vorliegenden Dekrets erwähnten Richtlinie genannten Verfahren angenommen worden sind.

Berichterstattung über die Treibhausgasemissionen.

Jeder Betreiber hat im Bericht der Treibhausgasemissionen für eine Anlage folgende Informationen zu liefern:

A. Anlagedaten, einschließlich:

- Name der Anlage;
- Anschrift, einschließlich Postleitzahl und Land;
- Art und Anzahl der in der Anlage durchgeführten Tätigkeiten gemäß Anlage I;
- Anschrift, Telefonnummer, Faxnummer und E-Mail-Adresse eines Ansprechpartners;
- Name des Besitzers der Anlage und etwaiger Mutterunternehmen.

B. Für jede am Standort durchgeführte Tätigkeit gemäß Anlage I, für die Emissionen berechnet werden:

- Tätigkeitsdaten;
- Emissionsfaktoren;
- Oxidationsfaktoren;
- Gesamtemissionen;
- Unsicherheitsfaktoren.

C. Für jede am Standort durchgeführte Tätigkeit gemäß Anlage I, für die Emissionen gemessen werden:

- Gesamtemissionen;
- Angaben zur Zuverlässigkeit der Messverfahren;
- Unsicherheitsfaktoren.

D. Für Emissionen aus der Verbrennung ist im Bericht der Treibhausgasemissionen außerdem der Oxidationsfaktor anzugeben, es sei denn, die Oxidation wurde bereits bei der Berechnung eines tätigkeitsspezifischen Emissionsfaktors einbezogen.

Gesehen, um dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. November 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE II — KRITERIEN FÜR DIE PRÜFUNG gemäß Artikel 9

Allgemeine Grundsätze.

1. Die spezifizierten Treibhausgasemissionen jeder Anlage, die eine oder mehrere, in Artikel 3 erwähnte Tätigkeiten durchführt, unterliegen einer Prüfung.

2. Im Rahmen des Prüfungsverfahrens wird auf den Bericht gemäß Artikel 2^o und Artikel 7 § 4 und auf die Überwachung im Vorjahr eingegangen. Geprüft werden ferner die Zuverlässigkeit, Glaubwürdigkeit und Genauigkeit der Überwachungssysteme sowie die übermittelten Daten und Angaben zu den Emissionen, insbesondere:

- a) die übermittelten Tätigkeitsdaten und damit verbundenen Messungen und Berechnungen;
- b) Wahl und Anwendung der Emissionsfaktoren;
- c) die Berechnungen für die Bestimmung der Gesamtemissionen;
- d) bei Messungen die Angemessenheit der Wahl und Anwendung der Messverfahren.

3. Die Validierung der Angaben zu den Emissionen ist nur möglich, wenn zuverlässige und glaubwürdige Daten und Informationen eine Bestimmung der Emissionen mit einem hohen Zuverlässigkeitsgrad gestatten. Ein hoher Zuverlässigkeitsgrad verlangt vom Betreiber den Nachweis, dass

- a) die übermittelten Daten schlüssig sind;
- b) die Erhebung der Daten in Einklang mit wissenschaftlichen Standards erfolgt ist;
- c) die einschlägigen Angaben über die Anlage vollständig und schlüssig sind.

4. Die prüfende Instanz erhält Zugang zu allen Standorten und zu allen Informationen, die mit dem Gegenstand der Prüfung im Zusammenhang stehen.

5. Die prüfende Instanz berücksichtigt, ob die Anlage in Bezug auf ISO 14001 anerkannt ist oder nicht, oder im Rahmen des Gemeinschaftssystems für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung (EMAS) registriert ist.

Methodik.

Strategische Analyse.

6. Die Prüfung basiert auf einer strategischen Analyse aller Tätigkeiten, die in der Anlage durchgeführt werden. Dazu benötigt die prüfende Instanz einen Überblick über alle Tätigkeiten und ihre Bedeutung für die Emissionen.

Prozessanalyse.

7. Die Prüfung der übermittelten Informationen erfolgt bei Bedarf am Standort der Anlage. Die prüfende Instanz führt Stichproben durch, um die Zuverlässigkeit der übermittelten Daten und Informationen zu ermitteln.

Risikoanalyse.

8. Die prüfende Instanz unterzieht alle Quellen von Emissionen in der Anlage einer Bewertung in Bezug auf die Zuverlässigkeit der Daten über jede Quelle, die zu den Gesamtemissionen der Anlage beiträgt.

9. Anhand dieser Analyse ermittelt die prüfende Instanz ausdrücklich die Quellen mit hohem Fehlerrisiko und andere Aspekte des Überwachungs- und Berichterstattungsverfahrens, die zu Fehlern bei der Bestimmung der Gesamtemissionen führen könnten. Hier sind insbesondere die Wahl der Emissionsfaktoren und die Berechnungen zur Bestimmung der Emissionen einzelner Emissionsquellen zu nennen. Besondere Aufmerksamkeit ist Quellen mit einem hohen Fehlerrisiko und den genannten anderen Aspekten des Überwachungsverfahrens zu widmen.

10. Die prüfende Instanz berücksichtigt etwaige effektive Verfahren zur Beherrschung der Risiken, die der Betreiber anwendet, um Unsicherheiten so gering wie möglich zu halten.

Bericht.

11. Die prüfende Instanz erstellt einen Bericht über die Validierung, in dem angegeben wird, ob der Bericht gemäß Artikel 2 7° und Artikel 7 § 4 zufriedenstellend ist. In diesem Bericht sind alle für die durchgeführten Arbeiten relevanten Aspekte aufzuführen. Die Erklärung, dass der Bericht gemäß Artikel 2 7° und Artikel 7 § 4 zufriedenstellend ist, kann abgegeben werden, wenn die prüfende Instanz zu der Ansicht gelangt, dass zu den Gesamtemissionen keine wesentlich falschen Angaben gemacht wurden.

Mindestanforderungen an die Kompetenz der prüfenden Instanz.

12. Die prüfende Instanz muss unabhängig von dem Betreiber sein, ihre Aufgabe professionell und objektiv ausführen und vertraut sein mit:

a) den Bestimmungen dieser Richtlinie sowie den einschlägigen Normen und Leitlinien, die von der Kommission gemäß Artikel 14 § 1 der in Artikel 2, 3° des vorliegenden Dekrets erwähnten Richtlinie verabschiedet werden;

b) den Rechts- und Verwaltungsvorschriften, die für die zu prüfenden Tätigkeiten von Belang sind;

c) dem Zustandekommen aller Informationen über die einzelnen Emissionsquellen in der Anlage, insbesondere im Hinblick auf Sammlung, messtechnische Erhebung, Berechnung und Übermittlung von Daten.

13. Die prüfenden Instanzen, einschließlich derjenigen, die gemäß dem Verfahren und den Kriterien, die in der Verordnung (EG) Nr. 761/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates über die freiwillige Beteiligung von Organisationen an einem Gemeinschaftssystem für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung (EMAS) bestimmt werden, akkreditiert sind und die in Sachen Tätigkeiten zur Verringerung der Treibhausgasemissionen über die erforderlichen Fachkenntnisse und Erfahrung verfügen, können für die im Rahmen des Joint Implementation zulässigen, in der Gemeinschaft unternommenen Projektstätigkeiten die Rolle der prüfenden Instanzen übernehmen.

Gesehen, um dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. November 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

ANLAGE III — KRITERIEN FÜR DEN WALLONISCHEN PLAN
FÜR DIE ZUTEILUNG VON ZERTIFIKATEN
gemäß Artikel 3

1. Die Gesamtmenge der Zertifikate, die im jeweiligen Zeitraum zugeteilt werden sollen, muss mit der in der Entscheidung 2002/358/EG und im Kyoto-Protokoll enthaltenen Verpflichtung der Wallonischen Region zur Begrenzung ihrer Emissionen in Einklang stehen unter Berücksichtigung des Anteils der Gesamtemissionen, dem diese Zertifikate im Vergleich zu Emissionen aus Quellen entsprechen, die nicht unter diese Richtlinie fallen, sowie der regionalen energiepolitischen Maßnahmen; ferner entspricht sie dem regionalen Klimaschutzprogramm. Die Gesamtmenge der zuzuteilenden Zertifikate darf nicht höher sein als der wahrscheinliche Bedarf für die strikte Anwendung der Kriterien dieser Anlage. Bis 2008 muss die Menge so groß sein, dass sie mit einem Weg zur Erreichung oder Übererfüllung der Zielvorgaben der Wallonischen Region gemäß der Entscheidung 2002/358/EG und dem Kyoto-Protokoll vereinbar ist.

2. Die Gesamtmenge der Zertifikate, die zugeteilt werden sollen, muss vereinbar sein mit Bewertungen der tatsächlichen und der erwarteten Fortschritte bei der Erbringung des Beitrags der Wallonischen Region zu den Verpflichtungen der Gemeinschaft gemäß der Entscheidung 93/389/EWG.

3. Die Mengen der Zertifikate, die zugeteilt werden sollen, müssen mit dem Potenzial - auch dem technischen Potenzial - der unter dieses System fallenden Tätigkeiten zur Emissionsverringering in Einklang stehen.

4. Der Plan muss mit den übrigen rechtlichen und politischen Instrumenten der Gemeinschaft in Einklang stehen. Der Emissionsanstieg als Ergebnis von neuen rechtlichen Anforderungen sollte berücksichtigt werden.

5. Gemäß den Anforderungen des Vertrags, insbesondere der Artikel 87 und 88, darf der Plan Unternehmen oder Sektoren nicht in einer Weise unterschiedlich behandeln, dass bestimmte Unternehmen oder Tätigkeiten ungerechtfertigt bevorzugt werden.

6. Der Plan muss Angaben darüber enthalten, wie neue Marktteilnehmer sich am Gemeinschaftssystem in der Wallonischen Region beteiligen können.

7. Der Plan kann Vorleistungen berücksichtigen, und er muss Angaben darüber enthalten, wie Vorleistungen Rechnung getragen wird. Aus Referenzdokumenten zu den besten verfügbaren Technologien resultierende Benchmarks dürfen von der Wallonischen Region bei der Aufstellung ihres Zuteilungsplans verwendet werden, und diese Benchmarks können ein Element der Ermöglichung frühzeitiger Maßnahmen enthalten.

8. Der Plan muss Angaben darüber enthalten, wie saubere Technologien - einschließlich energieeffizienter Technologien - berücksichtigt werden.

9. Der Plan muss Vorschriften für die Möglichkeit von Bemerkungen der Öffentlichkeit sowie Angaben darüber enthalten, wie diese Bemerkungen angemessen berücksichtigt werden, bevor eine Entscheidung über die Zuteilung der Zertifikate getroffen wird.

10. Der Plan muss eine Liste der unter diese Richtlinie fallenden Anlagen unter Angabe der Anzahl Zertifikate enthalten, die den einzelnen Anlagen zugeteilt werden sollen.

11. Der Plan kann Angaben darüber enthalten, wie dem Wettbewerb aus Ländern bzw. Anlagen außerhalb der Europäischen Union Rechnung getragen wird.

Gesehen, um dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. November 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 4545

[2004/203609]

10 NOVEMBER 2004. — Decreet tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waaals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden en begripsomschrijving**Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de broeikasgasemissies in de atmosfeer van door de Regering bepaalde installaties en activiteiten. Bij dit decreet wordt een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten vastgelegd teneinde de emissies van broeikasgassen op een kosteneffectieve en economisch efficiënte wijze te verminderen.

Afdeling 2. — Begripsomschrijving

Art. 2. 1° emissierecht : overeenkomstig de bepalingen van dit decreet overdraagbaar recht om, uitsluitend teneinde aan de eisen van dit decreet te voldoen, gedurende een bepaalde periode één ton kooldioxide-equivalent uit te stoten;

2° broeikasgassen :

a) kooldioxide (CO₂);

b) methaan (CH₄);

c) distikstofoxide (N₂O);

d) onvolledig gehalogeneerde fluorkoolwaterstoffen (HFK's);

e) perfluorkoolwaterstoffen (PFK's);

f) zwavelhexafluoride (SF₆);

3° gespecificeerde broeikasgassen : broeikasgassen bedoeld door de Regering overeenkomstig bijlage I bij Richtlijn 2003/87/EG van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG;

4° nieuwkomer : is voor een gegeven referentieperiode een nieuwkomer in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten :

a) elke inrichting waar één of meer activiteiten of installaties met gespecificeerde broeikasgassen plaatsvinden die niet opgenomen zijn in het Waaals gewestelijk toewijzingsplan meegedeeld aan de Europese commissie krachtens artikel 3, § 7, en die een milieuvergunning heeft verkregen met betrekking tot deze gespecificeerde broeikasgasemissies nadat het gewestelijk toewijzingsplan aan de Commissie is meegedeeld;

b) elke inrichting waar één of meer activiteiten of installaties met gespecificeerde broeikasgassen plaatsvinden die opgenomen zijn in het toewijzingsplan meegedeeld aan de Europese commissie krachtens artikel 3, § 7, die, hetzij een milieuvergunning heeft verkregen met betrekking tot deze gespecificeerde broeikasgasemissies wegens een verandering in de aard of de werking van de installatie of wegens een uitbreiding van de installatie die zijn gespecificeerde broeikasgasemissies duidelijk verhoogd in verhouding tot diegene die gediend hebben voor de bepaling van de initiële toewijzing, nadat het toewijzingsplan aan de Commissie is meegedeeld, hetzij waarvoor een verbouwing of uitbreiding, opgenomen door de exploitant in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, een duidelijke verhoging van deze gespecificeerde broeikasgasemissies met zich meebrengt ten opzichte van diegene die gediend hebben voor de bepaling van de initiële toewijzing, nadat het toewijzingsplan aan de Commissie is meegedeeld;

5° ton koolstofdioxide-equivalent : een metrische ton koolstofdioxide (CO₂) of een hoeveelheid van één van de andere in bijlage II genoemde broeikasgassen met een gelijkwaardig aardopwarmingsvermogen;

6° referentieperiode : periode van vijf jaar die onder dit toewijzingsplan valt, met uitzondering van de eerste referentieperiode die drie jaar bestrijkt en die van 1 januari 2005 tot 31 december 2007 loopt;

7° rapportage van de broeikasgasemissies : handeling waarbij elke exploitant van een inrichting de gespecificeerde broeikasgasemissies van de inrichting tijdens elk kalenderjaar na afloop van bedoeld jaar meedeelt aan de technisch ambtenaar bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en aan de door de Regering aan te wijzen dienst of instelling;

8° persoon : publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke persoon of rechtspersoon;

9° derde land : land dat niet lid is van de Europese Unie en dat lid is van het Protocol van Kyoto;

10° gastland : land waar investeringen worden gedaan in het kader van de flexibiliteitsmechanismen;

11° Protocol van Kyoto : Protocol bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, opgesteld te Kyoto, op 11 december 1997, en waarmee de Waalse Gewestraad heeft ingestemd bij decreet van 21 maart 2002;

12° R.V.N.K.V. : het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering;

13° partij bedoeld in bijlage I van de R.V.N.K.V. : een partij van bijlage I bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering die het Protocol van Kyoto heeft goedgekeurd zoals bepaald in artikel 1, § 7, van dit protocol;

14° projectactiviteit : projectactiviteit goedgekeurd door één of meerdere partijen bedoeld in bijlage I bij de R.V.N.K.V. overeenkomstig artikel 6 (project uitgevoerd krachtens de gemeenschappelijke uitvoering - JI) of artikel 12 (project uitgevoerd krachtens het mechanisme voor schone ontwikkeling - CDM) van het Protocol van Kyoto en de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig de R.V.N.K.V. of het Protocol van Kyoto;

15° eenheid van toegewezen hoeveelheid (E.T.) : eenheid vastgelegd overeenkomstig artikel 3, § 7, van het Protocol van Kyoto en de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig de R.V.N.K.V. of het Protocol van Kyoto;

16° emissieverminderende eenheid (EVE) : eenheid verleend overeenkomstig artikel 6 van het Protocol van Kyoto en de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig de R.V.N.K.V. of het Protocol van Kyoto;

17° gecertificeerde emissiereductie (GER) : eenheid verleend overeenkomstig artikel 12 van het Protocol van Kyoto en de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig de R.V.N.K.V. of het Protocol van Kyoto;

18° eenheid van verwijderingen per put : eenheid opgemaakt of verleend overeenkomstig de artikelen 3.3. en 3.4. van het Protocol van Kyoto en de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig de R.V.N.K.V. of het Protocol van Kyoto;

19° put : een proces, activiteit of mechanisme, natuurlijk of kunstmatig, waardoor een broeikasgas, een aërosol of een voorloper van een broeikasgas uit de atmosfeer wordt verwijderd;

20° emissierecht : eenheid van de toegewezen hoeveelheid, emissieverminderende eenheid, gecertificeerde emissiereductie, eenheid van verwijderingen per put, uitsluitend teneinde aan de eisen van het Protocol van Kyoto en van dit decreet te voldoen en overeenkomstig de bepalingen van het protocol van Kyoto, van diens goedgekeurde beslissingen en dit decreet overdraagbaar;

21° flexibiliteitsmechanismen : mechanisme van vermindering van de broeikasgassen met als doel de partijen bedoeld in bijlage I bij de R.V.N.K.V. te helpen hun emissiedoelstellingen op kostenbesparende wijze te halen;

22° mechanisme van gemeenschappelijke uitvoering (JI) : flexibiliteitsmechanisme waarmee een partij kan investeren in de projecten tot stand gebracht in de landen opgenomen in bijlage I bij de R.V.N.K.V. om de broeikasgasemissies in het gastland te verminderen of de verwijdering ervan via koolstofputten te verhogen;

23° mechanismen voor schone ontwikkeling (CDM) : flexibiliteitsmechanisme waarmee een partij bedoeld in bijlage I bij de R.V.N.K.V. kan investeren in een land dat niet opgenomen is in bijlage I bij de R.V.N.K.V. om de investeringen inzake de vermindering van broeikasgasemissies en een duurzame ontwikkeling van de ontwikkelingslanden te stimuleren;

24° bevoegde overheid : in de zin van artikel 21 is de bevoegde overheid in eerste instantie het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, vertegenwoordigd door zijn directeur-generaal. De bevoegde overheid in beroep is de Minister van Leefmilieu.

HOOFDSTUK II. — *Regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten*

Afdeling 1. — Waals toewijzingsplan voor de broeikasgasemissierechten

Art. 3. § 1. De Regering werkt een Waals toewijzingsplan uit voor elke referentieperiode, met inachtneming van het Samenwerkingsakkoord van 14 november 2002 betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering en het Protocol van Kyoto.

Dit plan bepaalt de totale hoeveelheid emissierechten die de Regering zal toewijzen tijdens de in overweging genomen referentieperiode en de wijze waarop ze worden toegekend.

Voor de tweede referentieperiode en voor de latere referentieperiodes bepaalt dit plan het percentage van het aan elke installatie toegekende emissierecht waarbij de exploitanten de GE en de EVE in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten kunnen gebruiken overeenkomstig de bepalingen van artikel 8.

Dit plan berust op objectieve en transparante criteria, met name die vermeld in bijlage III.

§ 2. De totale hoeveelheid toe te wijzen emissierechten voor de referentieperiode wordt bepaald met inachtneming van o.a. :

1° de internationale verbintenissen van de Belgische staat inzake broeikasgasemissies en de verbintenis van het Gewest ten gevolge van de verdeling van de internationale verbintenissen binnen de Staat;

2° het globaal relatief aandeel van de gespecificeerde broeikasgasemissies afkomstig van de installaties en activiteiten aangewezen door de Regering in de totale broeikasgasemissies in het Waalse Gewest;

3° de vooruitzichten van de evolutietrend van broeikasgasemissies in elke activiteitssector;

4° de technische en economische mogelijkheden tot vermindering van de emissies van elke activiteitssector die gespecificeerde broeikasgassen uitstoot, meer bepaald diegene vastgelegd bij milieuovereenkomsten bedoeld in het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten;

5° de vooruitzichten voor de oprichting, uitbreiding of stopzetting van de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten;

6° de noodzaak om te beschikken over een reserve aan emissierechten die bestemd is voor nieuwkomers.

§ 3. Het plan bevat de lijst met de door de Regering aangewezen installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en bepaalt de in overweging genomen verdeling van emissierechten die aanvankelijk worden toegewezen aan deze installaties en activiteiten.

Deze verdeling :

1° wordt uitgevoerd overeenkomstig een billijkheidsprincipe;

2° leidt niet tot hogere toewijzingen dan diegene die naar alle waarschijnlijkheid noodzakelijk zijn voor de toepassing van de toewijzingscriteria;

3° houdt rekening met de noodzaak om nieuwkomers toegang tot de emissierechten te verlenen;

4° houdt rekening met de oriëntaties voor de tenuitvoerlegging van criteria, uitgewerkt door de Europese commissie overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad.

§ 4. Het plan bevat informatie over het beheer van de emissierechtenreserves, namelijk diegene die bestemd zijn voor nieuwkomers.

§ 5. Voor de eerste referentieperiode zal de Regering 100 % van de emissierechten kosteloos toewijzen.

Voor de tweede referentieperiode zal de Regering 90 % van de emissierechten kosteloos toewijzen.

Voor de latere referentieperiodes zal de Regering het minimale percentage kosteloos toe te wijzen emissierechten bepalen.

Het plan bevat informatie over de toewijzingsmodaliteiten van de emissierechten onder bezwarende titel.

§ 6. De Regering bepaalt de modaliteiten voor het opstellen en inkijken van het plan, waaronder de verspreiding op de internetsite van de dienst die zij aanwijst.

Het plan houdt rekening met de gemaakte opmerkingen.

§ 7. Het plan wordt door de Regering in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en aan de Europese Commissie en de andere lidstaten meegedeeld.

Vanaf 1 januari 2008 wordt het plan ten minste achttien maanden vóór de aanvang van bedoelde periode meegedeeld.

§ 8. De opmerkingen geformuleerd door de Europese Commissie worden in geheel of gedeeltelijk opgenomen in het plan van de Regering. De wijzigingen voorgesteld door de Regering worden meegedeeld aan de Europese Commissie.

Afdeling 2. — Toewijzing, verlening en beheer van de broeikasgasemissierechten

Art. 4. § 1. Op basis van het gewestelijk toewijzingsplan bepaalt de Regering voor de eerste referentieperiode de totale hoeveelheid emissierechten die voor deze periode worden toegewezen.

Daarna beslist zij volgens de procedure die zij bepaalt over de aanvankelijke toewijzing van deze emissierechten aan de exploitant van elke inrichting met één of meerdere installaties of activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten.

Zij bepaalt ook de modaliteiten voor het beheer van de emissierechtenreserves.

§ 2. Wat de latere referentieperiodes betreft :

1° als de Europese Commissie het gewestelijke toewijzingsplan aanvaardt, beslist de Regering minstens twaalf maanden vóór het begin van de referentieperiode van het plan en op basis daarvan, over de totale hoeveelheid emissierechten die zij toewijst voor deze periode, alsook over de verdeling van de emissierechten aanvankelijk kosteloos toegekend onder de exploitanten van de inrichtingen met installaties of activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten waarop het plan betrekking heeft;

2° na de goedkeuring van het toewijzingsplan, beslist de Regering volgens de procedure die zij bepaalt over de aanvankelijke toewijzing van deze emissierechten aan de exploitant van elke inrichting met één of meerdere installaties of activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten;

3° de Regering bepaalt ook de modaliteiten voor het beheer van de emissierechtenreserves;

4° als de Europese Commissie het gewestelijk toewijzingsplan voor een bepaalde referentieperiode niet aanvaardt, bepaalt de Regering een aangepaste termijn om het in 1° bedoelde besluit te nemen.

§ 3. De Regering kan de modaliteiten voor de uitvoering van de bepalingen van dit artikel vastleggen.

Art. 5. Voor elk jaar van de referentieperiode bepaalt de Regering het gedeelte van de totale hoeveelheid emissierechten die zij aanvankelijk aan de exploitanten van de inrichtingen zal toewijzen. Deze emissierechten worden uiterlijk 28 februari van elk jaar van de referentieperiode aan de exploitanten verleend.

De Regering kan de beslissing tot kosteloze verlening van de emissierechten intrekken of wijzigen per schijf van een jaar wat betreft het of de overblijvende jaren van bedoelde referentieperiode in geval van :

1° definitieve stopzetting van de exploitatie van een inrichting;

2° stopzetting van de exploitatie van een installatie of een activiteit gedurende minstens twee jaar;

3° aanzienlijke wijziging waardoor een installatie of een activiteit niet meer onder de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten valt;

4° verval van de milieuvergunning.

De krachtens het vorig lid niet verleende emissierechten worden toegevoegd aan de emissierechtenreserve die voor nieuwkomers bestemd is.

De Regering kan de modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel bepalen.

Art. 6. § 1. De exploitant kan beroep instellen tegen de beslissingen bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, en in artikel 5.

Het beroep tegen de beslissing bedoeld in artikel 5, tweede lid, is opschortend voor de omstreden beslissing.

§ 2. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de in § 3 omschreven adviescommissie gericht of tegen ontvangstbewijs afgegeven binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de beslissing of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de dag volgend op de termijn waarover de bevoegde overheid beschikt om haar beslissing te versturen.

§ 3. Er wordt een adviescommissie inzake beroep ingesteld.

De commissie bestaat uit :

1° een voorzitter met minstens vijf jaar ervaring in de magistratuur;

2° twee personen bevoegd in de besproken aangelegenheden;

3° één vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu;

4° één vertegenwoordiger van de Minister van Economie.

De Regering wijst voor elk gewoon lid een plaatsvervangend lid aan. De vervangende voorzitter en de vervangende leden hebben zitting in geval van verhindering van de gewone voorzitter of het gewone lid die (dat) ze vervangen. Elk mandaat loopt vijf jaar. Indien een mandaat komt open te staan vóór het verstrijken van de geldigheidsduur, wordt de opvolger voor de overblijvende looptijd van het mandaat aangewezen.

De commissie beraadslaagt enkel op geldige wijze indien de voorzitter of diens plaatsvervanger en twee gewone of plaatsvervangende leden, waaronder minstens één met technische vaardigheden en één met ervaring in de besproken aangelegenheden, aanwezig zijn. Onthouding is niet toegelaten. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De voorzitter en de overige commissieleden zijn gehouden tot geheimhouding van de beslissingen en tot vertrouwelijkheid van de tijdens hun opdracht ontvangen informatie.

De commissie wordt bijgestaan door een secretaris en twee adjunct-secretarissen, die de Regering aanwijst.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de indiening en de behandeling van de beroepen.

§ 4. De adviescommissie bezorgt de verzoeker en de Regering binnen tien dagen na ontvangst van het beroep een bericht van ontvangst met de datum van de hoorzitting bedoeld in het tweede lid.

De verzoeker en de afgevaardigde van de Regering worden binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep verzocht voor de commissie te verschijnen.

De commissie stelt proces-verbaal van de hoorzitting op en brengt binnen vijftien dagen advies uit aan de bevoegde overheid. Bij gebreke daarvan wordt de procedure voortgezet.

De Regering stuurt haar beslissing aan de verzoeker binnen negentig dagen na ontvangst van het beroep.

Indien de beslissing van de Regering niet verstuurd wordt, wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd.

Art. 7. § 1. Elke persoon mag emissierechten bezitten.

De emissierechten kunnen worden overgedragen tussen personen die beschikken over een rekening in een register :

1° op het grondgebied van de Europese Unie;

2° op het grondgebied van de Europese Unie en diegenen die beschikken over een register in derde landen op voorwaarde dat de emissierechten het voorwerp uitmaken van een wederzijdse erkenning met deze derde landen, overeenkomstig artikel 12, § 3, van bovengenoemde Richtlijn 2003/87/E.G.

§ 2. De emissierechten verleend binnen de Europese Unie krachtens toewijzingsplannen goedgekeurd overeenkomstig bovengenoemde richtlijn en de verleende emissierechten in derde landen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een wederzijdse erkenning worden automatisch erkend voor de nakoming van de verplichtingen van de exploitanten, overeenkomstig § 3.

§ 3. De emissierechten blijven geldig tijdens de hele referentieperiode waarvoor ze werden toegewezen voor zover ze niet ingeleverd of geannuleerd werden.

§ 4. De exploitant van een inrichting met één of meer door de Regering aangewezen installaties of activiteiten en die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten levert jaarlijks uiterlijk 30 april op basis van een nagekeken rapportage van broeikasgasemissies bij de Regering de hoeveelheid emissierechten in die gelijk is aan de gespecificeerde emissies van die inrichting gedurende het voorgaande kalenderjaar.

De exploitant bezorgt de Regering jaarlijks uiterlijk 30 april een verslag waarin de wijze waarop hij zijn gespecificeerde broeikasgasemissies heeft beheerd, wordt omschreven.

§ 5. De Regering annuleert vier maanden na het begin van de nieuwe referentieperiode de emissierechten van de vorige referentieperiode die niet meer geldig zijn en die niet overeenkomstig § 3 ingeleverd of geannuleerd zouden zijn.

Vanaf de periode die op 1 januari 2013 ingaat, verleent de Regering emissierechten aan personen voor de lopende termijn ter vervanging van emissierechten van de vorige referentieperiode die zij bezaten en die krachtens het eerste lid zijn geannuleerd.

§ 6. De Regering kan steeds emissierechten annuleren op verzoek van de persoon die ze bezit.

§ 7. De Regering kan de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel bepalen.

Art. 8. § 1. Onder voorbehoud van § 3, kan de Regering op verzoek van een exploitant de toelating geven om gebruik te maken van de GER en EVE die voortvloeien uit projectactiviteiten in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten ten einde aan de in artikel 7, § 4, bedoelde verplichting te voldoen. Er wordt onmiddellijk een emissierecht verleend en ingeleverd door de Regering in ruil voor een GER of en EVE waarover deze exploitant beschikt volgens het register.

§ 2. Voor de eerste referentieperiode mogen uitsluitend de GER worden gebruikt. De Regering annuleert de GER ingeruild tegen emissierechten geldig tijdens de eerste referentieperiode.

§ 3. Onverminderd artikel 16 mogen alle GER en EVE die overeenkomstig de R.V.N.K.V., het protocol van Kyoto en de in dat kader later genomen beslissingen verleend en gebruikt kunnen worden, gebruikt worden in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, met uitzondering van die betreffende de volgende projectactiviteiten :

1° de kerninstallaties voor de twee eerste referentieperiodes overeenkomstig de R.V.N.K.V., het protocol van Kyoto en de in dat kader later genomen beslissingen;

2° het landgebruik, de veranderingen van landbestemmingen en de bosbouw die niet ingedeeld zijn bij die welke de Regering geschikt acht.

§ 4. De Regering kan de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel bepalen.

Afdeling 3. — Verificatie van de rapportage

Art. 9. § 1. De door de exploitant overgemaakte rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies wordt jaarlijks nagekeken, overeenkomstig de criteria bepaald in bijlage II.

§ 2. De Regering wijst de verificateur(s) aan volgens een procedure die zij bepaalt.

Art. 10. § 1. De verificateur maakt zijn verslag over aan de door de Regering aan te wijzen dienst of instelling.

§ 2. De dienst of de instelling beslist op basis van het verslag van de verificateur of de rapportage bevredigend is. Vóór 31 maart van hetzelfde jaar informeert hij de exploitant, de Regering, de technisch ambtenaar, zoals bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, en de persoon die verantwoordelijk is voor het bijhouden van het register bedoeld in artikel 11.

§ 3. Als de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies niet binnen de door de Regering vastgelegde termijn wordt overgemaakt of als de dienst of de instelling beslist dat de rapportage niet bevredigend is, geeft de dienst of de instelling de exploitant, de Regering of de technisch ambtenaar, zoals bedoeld in het decreet van 11 maart 1999, onmiddellijk kennis van het verbod om emissierechten van de installatie af te staan zolang een rapportage van de exploitant niet bevredigend wordt geacht.

De persoon die verantwoordelijk is voor het bijhouden van het register bedoeld in artikel 11 wordt gelijktijdig op de hoogte gebracht.

§ 4. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel. Die modaliteiten kunnen o.a. beroepsmodaliteiten bevatten.

Afdeling 4. — Register van de emissierechten en de flexibiliteitsmechanismen

Art. 11. Er wordt een register aangelegd en bijgehouden met het oog op een nauwkeurige boekhouding van de verleende, bezeten, overgedragen, uitgewisselde en geannuleerde emissierechten, GER en EVE.

Het register kan ingekeken worden door het publiek.

Het bevat afzonderlijke rekeningen voor de registratie van de emissierechten in het bezit van iedere persoon aan wie of van wie emissierechten worden verleend of overgedragen.

De emissierechten worden aan de exploitanten verleend door inschrijving op de rekening van hun begunstigde in het register.

De Regering wijst de persoon aan die het register zal bijhouden en bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel.

Afdeling 5. — Sancties

Art. 12. § 1. Er wordt een boete wegens overmatige emissie opgelegd aan elke exploitant die jaarlijks uiterlijk 30 april onvoldoende emissierechten heeft ingeleverd ter dekking van zijn emissies in het voorgaande jaar :

1° voor de eerste referentieperiode bedraagt de boete 40 EUR per door de inrichting uitgestoten ton kooldioxide-equivalent waarvoor de exploitant geen emissierechten heeft ingeleverd;

2° voor de volgende referentieperiodes bedraagt de boete 100 EUR per door de inrichting uitgestoten ton kooldioxide-equivalent waarvoor de exploitant geen emissierechten heeft ingeleverd.

§ 2. De betaling van de boete stelt de exploitant niet vrij van de verplichting tot inlevering van een hoeveelheid emissierechten gelijk aan de overtollige emissies, uiterlijk bij de inlevering van de emissierechten voor het volgende kalenderjaar.

§ 3. Zolang de exploitant ze niet inlevert overeenkomstig artikel 7, kunnen de emissierechten die hij bezit niet vanaf 1 mei worden afgestaan naar rato van de hoeveelheid die volgens de Regering moet worden ingeleverd.

§ 4. De modaliteiten voor de inning van de boete worden door de Regering bepaald. Deze boetes worden gestort in het fonds bedoeld in artikel 13.

§ 5. De naam van de exploitant die zijn verplichting tot inlevering van voldoende emissierechten niet nakomt wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel.

HOOFDSTUK III. — Oprichting van een « Fonds wallon Kyoto »

Art. 13. § 1. Er wordt voorzien in een « Fonds wallon Kyoto » op de ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Gewest.

§ 2. De ontvangsten van het fonds zijn bestemd voor de uitvoering van de volgende opdrachten :

1° de promotie van activiteiten en projecten met als resultaat verminderingen of bijkomende duurzame opslagen van broeikasgasemissies in vergelijking met het resultaat dat verkregen zou worden als de activiteit, het overgelegde project of de promotie ervan niet zou plaats vinden;

2° de uitvoering van de projectgebonden mechanismen, de bijdrage tot instellingen die projectmechanisme uitvoeren, de verwerving van emissierechten afkomstig uit een projectgebonden mechanisme, de verwerving van emissierechten op de wereldmarkt;

3° de overdracht van technologieën of knowhow verenigbaar met duurzame ontwikkeling in het kader van een projectmechanisme.

§ 3. De Regering bepaalt de criteria op grond waarvan deze activiteiten in aanmerking komen voor financiering of cofinanciering door het fonds, alsook de procedure en de modaliteiten voor hun financiering of cofinanciering en de toewijzing van de financiële winsten of de broeikasgasemissie-eenheden die er eventueel uit voortvloeien.

§ 4. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de spijzing en het beheer van het fonds.

Het fonds wordt o.a. gespijzd door :

1° de opbrengst van de boetes die krachtens artikel 12 worden opgelopen;

2° de opbrengst van de eventuele verkoop van de overblijvende emissierechten in de toewijzingsreserves aan het einde van de periode;

3° de opbrengst van de toekenning van de emissierechten tegen betaling die niet kosteloos worden toegewezen, overeenkomstig artikel 3, § 5;

4° de opbrengst van de verkoop van eenheden van broeikasgasemissies.

HOOFDSTUK IV. — *Flexibiliteitsmechanismen*

Art. 14. § 1. De eenheden verkregen door het Gewest door de gemeenschappelijke uitvoering (JI) door het mechanisme voor schone ontwikkeling (CDM) en door de uitwisseling van emissierechten kunnen gebruikt worden om de verbintenissen inzake de beperking van broeikasgasemissies van het Gewest na te komen, zoals bepaald na de verdeling van de internationale verbintenissen inzake broeikasgasemissies binnen de Belgische Staat, volgens de regels en procedures vastgelegd bij het Protocol van Kyoto en bij de in dat kader genomen beslissingen.

Het gebruik van de flexibiliteitsmechanismen vult de gewestelijke acties inzake emissievermindering aan.

§ 2. De Regering wijst de dienst of de instelling aan die belast is met de goedkeuring van de krachtens de gemeenschappelijke uitvoering (JI) uitgevoerde projecten en diegene voor de goedkeuring van de krachtens het mechanisme voor schone ontwikkeling (CDM) uitgevoerde projecten.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel.

Art. 15. § 1. De op projecten gegronde mechanismen en meer bepaald de mechanismen voor schone ontwikkeling (CDM) worden bestudeerd en uitgevoerd in verband met het beheer van de internationale betrekkingen en de ontwikkelingssamenwerking.

§ 2. De Regering bepaalt de criteria inzake betoelaagbaarheid en de procedures voor de goedkeuring van de projectgebonden mechanismen. Ze wijst de dienst of de instelling(en) aan die belast is (zijn) met het namens haar uitvoeren van de flexibiliteitsmechanismen.

§ 3. De Regering kan bepaalde rechtspersonen machtigen tot deelname aan projectgebonden mechanismen.

De Regering blijft verantwoordelijk voor de nakoming van de verplichtingen die haar worden opgelegd krachtens de R.V.N.K.V. en het Protocol van Kyoto en zorgt ervoor dat deze deelname overeenstemt met de overeenkomstig de R.V.N.K.V. of het Protocol van Kyoto relevante en goedgekeurde oriëntaties, modaliteiten en procedures.

§ 4. De emissierechten worden opgenomen in een register dat opgemaakt is overeenkomstig de R.V.N.K.V., het Protocol van Kyoto en latere beslissingen uit hoofde van deze titel. Dit register wordt opgenomen in het register bedoeld in artikel 11.

§ 5. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel.

Art. 16. § 1. De Regering bepaalt of de projectgebonden activiteiten waaraan zij deelneemt of waaraan rechtspersonen met haar toestemming mogen deelnemen en die ondernomen worden buiten het grondgebied van de Europese Unie, worden voorbereid en uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 12 van het Protocol van Kyoto en de beslissingen goedgekeurd in het kader van deze bepalingen.

Deze projectgebonden activiteiten hebben als gezamenlijk resultaat :

1° verminderingen of verwijderingen van bijkomende en duurzame reële emissies in vergelijking met wat er zou gebeuren als de overgelegde projectgebonden activiteit niet zou plaatsvinden;

2° de overdracht of het tot stand brengen van technologieën of knowhow die zonder gevaar voor het milieu en ecologisch rationeel zijn.

De Regering stelt ook vast dat het gastland verzocht werd zijn voorrechten uit te oefenen om te bevestigen dat de projectgebonden activiteiten tot een duurzame ontwikkeling bijdragen.

§ 2. De referentieniveaus bepaald door de latere beslissingen goedgekeurd uit hoofde van de R.V.N.K.V. of het Protocol van Kyoto voor de projectgebonden activiteiten die ondernomen worden in de landen die een toetredingsverdrag met de Europese Unie hebben ondertekend, moeten volkomen overeenstemmen met het acquis van de Gemeenschap, met inbegrip van de voorlopige afwijkingen voorzien in het toetredingsverdrag.

§ 3. Wat betreft de JI- of CDM-projecten die de emissies van een installatie die onder het toepassingsveld van Richtlijn 2003/87/EG valt, rechtstreeks verminderen of beperken, kunnen EVE of GER slechts tot 31 december 2012 verleend worden indien in het register een gelijke hoeveelheid emissierechten van de overeenstemmende rekeningen van de exploitant van die inrichting geannuleerd werden.

Wat betreft de JI- of CDM-activiteiten die de emissies van een installatie die onder het toepassingsveld van bovengenoemde richtlijn valt, onrechtstreeks verminderen of beperken, kunnen EVE of GER slechts tot 31 december 2012 verleend worden indien een gelijke hoeveelheid emissierechten in het gastland geannuleerd werd.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 17. In artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « of nog een bron van gespecificeerde broeikasgasemissie » ingevoegd tussen de woorden « vergunning » en « moet »;

2° het derde lid wordt aangevuld met de woorden « en aan de instelling die zij aanwijst als de verbouwing of uitbreiding een bron van gespecificeerde broeikasgasemissie aanzienlijk wijzigt. »

Art. 18. In artikel 65, § 1, van hetzelfde decreet wordt een punt 3° toegevoegd, luidend als volgt : « om zo nodig te zorgen voor de inachtneming van de eisen inzake de bewaking en de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies van de installaties. »

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

Art. 19. Tijdens de eerste referentieperiode kan de Regering aan de Europese Commissie vragen dat in geval van overmacht extrarechten worden verleend aan bepaalde inrichtingen waar één of meer door de Regering aangewezen activiteiten of installaties met gespecificeerde broeikasgassen plaatsvinden.

Onder voorbehoud van het akkoord van de Europese Commissie kan de Regering toestemming geven voor het verlenen van extra, niet-overdraagbare rechten aan de exploitanten van die inrichtingen.

Art. 20. Bepaalde installaties kunnen tot en met uiterlijk 31 december 2007 tijdelijk uit de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten uitgesloten worden.

De lijst van de installaties of activiteiten waarvoor een aanvraag is ingediend wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De Regering kan verzoeken om de toepassing van de procedure bedoeld in artikel 27 van Richtlijn 2003/87/EG en vergewist zich ervan dat betrokken inrichting :

- a) haar emissies beperkt tot een niveau dat gelijkwaardig is aan dat welk krachtens dit decreet gehaald zou worden;
- b) onderworpen is aan voorschriften inzake bewaking, rapportage van broeikasgasemissies en verificatie die gelijkwaardig zijn aan die waarin dit decreet voorziet;
- c) onderworpen is aan sancties die minstens gelijkwaardig zijn aan die bedoeld in artikel 12 in geval van niet naleving van de voorschriften die op haar van toepassing zijn.

De Regering kan de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel bepalen.

Art. 21. § 1. De exploitant van een bestaande inrichting bedoeld in het eerste Waalse toewijzingsplan voor emissierechten richt binnen twintig dagen na de inwerkingtreding van dit decreet bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of tegen ontvangstbewijs een aanvraag om broeikasgassen te kunnen uitstoten aan de bevoegde overheid.

De aanvraag wordt opgemaakt d.m.v. een formulier dat door de bevoegde overheid vastgelegd wordt.

§ 2. De bevoegde overheid stuurt haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst naar de exploitant binnen dertig dagen, te rekenen van de datum waarop zij de aanvraag ontvangt.

§ 3. De exploitant kan bij de Regering een beroep instellen tegen de beslissingen bedoeld in paragraaf 2.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing door de exploitant bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst gericht of tegen ontvangstbewijs afgegeven aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ter attentie van de Minister van Leefmilieu.

Het beroep is niet opschortend voor de omstreden beslissing.

Binnen twintig dagen vanaf de datum van ontvangst van het beroep stuurt de Regering haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de verzoeker.

§ 4. Als de bevoegde overheid in eerste instantie of inzake beroep niet over de nodige informatie beschikt, kan zij of de instanties die in het onderzoek van de aanvraag tussenkomen de exploitant om bijkomende informatie verzoeken.

§ 5. De bevoegde overheid neemt haar beslissing op grond van de richtsnoeren vastgelegd bij de Europese beschikking van 29 januari 2004 betreffende de goedkeuring van richtsnoeren voor de bewaking van en rapportage over broeikasgasemissies overeenkomstig Richtlijn 2004/87/EG van het Europees Parlement en van de Raad. De Regering kan deze richtsnoeren nader bepalen.

Art. 22. Bij wijze van overgangsmaatregel kan de Regering voor de bewaking een dienst of instelling machtigen om na te gaan of de eventuele kosten die op de elektriciteitsgebruikers worden afgewenteld namens de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten ingevoerd bij dit decreet of namens het stelsel van de groene getuigschriften ingevoerd bij het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, de opgelopen reële kosten weerspiegelen.

De Regering kan de modaliteiten voor deze bewaking bepalen.

Art. 23. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 november 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2004.*

Stukken van de Raad 7 (ZIT 2004) Nrs. tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 27 oktober 2004.

Bespreking, Stemming.

BIJLAGE I. — BEGINSELEN VOOR DE BEWAKING EN RAPPORTAGE
VAN DE EMISSIES VAN BROEIKASEFFECTEN,
bedoeld in artikel 2, 7°, en in artikel 7, § 4

Bewaking van kooldioxide-emissies.

De emissies moeten door middel van berekeningen of metingen worden bewaakt.

Berekeningen.

De emissies worden met behulp van de volgende formule berekend :

Activiteitsgegevens × emissiefactor × oxidatiefactor

Activiteitsgegevens (gebruikte brandstof, productieomvang enz.) worden bewaakt op basis van toevoergegevens of metingen.

Er worden geaccepteerde emissiefactoren gebruikt. Voor de activiteit specifieke emissiefactoren zijn voor alle brandstoffen aanvaardbaar. Default-factoren zijn aanvaardbaar voor alle brandstoffen, behalve niet-commerciële (afvalbrandstoffen zoals banden en industriële procesgassen). Laagspecifieke defaults voor steenkool, en voor de EU of het producentland specifieke defaults voor aardgas worden verder uitgewerkt. IPCC-defaults zijn voor raffinaderij-producten aanvaardbaar.

De emissiefactor voor biomassa is nul.

Als de emissiefactor geen rekening houdt met het feit dat een deel van de koolstof niet wordt geoxideerd, wordt een oxidatiefactor gebruikt. Als voor de activiteit specifieke emissiefactoren zijn berekend die al rekening houden met oxidatie, behoeft geen oxidatiefactor te worden toegepast.

Er worden default-oxidatiefactoren overeenkomstig Richtlijn 96/61/EEG gebruikt, tenzij de exploitant kan aantonen, dat voor de activiteit specifieke factoren nauwkeuriger zijn.

Voor elke activiteit, elke installatie en elke brandstof wordt een afzonderlijke berekening gemaakt.

Metingen.

Bij de meting van de emissies wordt gebruik gemaakt van genormaliseerde of aanvaarde methoden en het resultaat moet worden bevestigd door een ondersteunende emissieberekening.

Bewaking van de emissies van andere broeikasgassen.

Er moeten genormaliseerde of aanvaarde methoden worden gebruikt die door de Commissie in samenwerking met alle belanghebbenden worden ontwikkeld en volgens de procedure bedoeld in artikel 23, § 2, van de in artikel 2, 3°, van dit decreet vermelde richtlijn worden goedgekeurd.

Emissierapportage.

Elke exploitant neemt in zijn verslag over een installatie de onderstaande informatie op.

A. Gegevens ter identificatie van de installatie, waaronder :

- naam van de installatie;
- adres van de installatie, met postcode en land;
- soort en aantal van de activiteiten als bedoeld in bijlage I, die in de installatie worden verricht;
- adres, telefoon-, fax- en e-mailgegevens van een contactpersoon, en
- naam van de eigenaar van de installatie en van de eventuele moedermaatschappij.

B. Voor elke in bijlage I genoemde activiteit die wordt verricht op het terrein waarvoor de emissies worden berekend :

- activiteitsgegevens;
- emissiefactoren;
- oxidatiefactoren;
- totale emissies; en
- onzekerheid.

C. Voor elke in bijlage I genoemde activiteit die wordt verricht op het terrein waarvoor de emissies worden gemeten :

- totale emissies;
- informatie over de betrouwbaarheid van de meetmethoden, en
- onzekerheid.

D. Voor de emissies als gevolg van verbranding ten behoeve van energieproductie wordt in het verslag ook de oxidatiefactor vermeld, tenzij bij de uitwerking van een voor de activiteit specifieke emissiefactor al met de oxidatie rekening is gehouden.

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 10 november 2004 tot instelling van een systeem voor de uitwisseling van quota inzake de emissie van broeikaseffecten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Namen, 10 november 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE II. — CRITERIA VOOR DE VERIFICATIE bedoeld in artikel 9

Algemene beginselen.

1. De emissies van elke in artikel genoemde activiteit moeten aan een verificatie worden onderworpen.

2. Bij het verificatieproces moeten het verslag uit hoofde van artikel 2, 7^o, en van artikel 7, § 4, en de bewaking tijdens het voorafgaande jaar worden gezien. Hierbij wordt gekeken naar de betrouwbaarheid, de geloofwaardigheid en de nauwkeurigheid van de bewakingssystemen en de gerapporteerde gegevens, en naar informatie inzake de emissies, in het bijzonder :

- a) de gerapporteerde activiteitsgegevens en daarmee verband houdende metingen en berekeningen;
- b) de keuze en het gebruik van emissiefactoren;
- c) de berekeningen die leiden tot de bepaling van de totale emissies, en
- d) indien er metingen zijn gebruikt, de juistheid van de keuze en de wijze van toepassing van de meetmethoden.

3. De emissies waarover verslag is uitgebracht kunnen alleen worden gevalideerd als betrouwbare, geloofwaardige gegevens en informatie het mogelijk maken de emissies te bepalen met een hoge mate van zekerheid. Voor een hoge mate van zekerheid moet de exploitant aantonen dat :

- a) de gerapporteerde gegevens vrij zijn van inconsistenties;
- b) de gegevens zijn verzameld overeenkomstig de toepasselijke wetenschappelijke normen, en
- c) de desbetreffende documenten van de installatie volledig en consistent zijn.

4. De verificateur krijgt toegang tot alle bedrijfsterreinen en tot alle informatie in verband met het onderwerp van de verificatie.

5. De verificateur houdt rekening met de vraag of de installatie al dan niet ISO gecertificeerd is of in het kader van EMAS (het communautaire milieubeheer- en milieuauditsysteem) geregistreerd is.

Methode.

Strategische analyse.

6. De verificatie moet worden gebaseerd op een strategische analyse van alle in de installatie verrichte activiteiten. Hiertoe heeft de verificateur een overzicht nodig van alle activiteiten en hun betekenis voor het emissieniveau van de installatie.

Procesanalyse.

7. De verificatie van de overgelegde informatie vindt zo nodig plaats op het terrein van de installatie. De verificateur neemt steekproeven om de betrouwbaarheid van de gerapporteerde gegevens en informatie vast te stellen.

Risicoanalyse.

8. De verificateur moet alle bronnen van emissies in de installatie evalueren met het oog op de betrouwbaarheid van de gegevens van elke bron die tot de totale emissies van de installatie bijdraagt.

9. Aan de hand van deze analyse identificeert de verificateur uitdrukkelijk de bronnen met een groot foutenpotentieel en andere aspecten van de bewakings- en rapportageprocedure die waarschijnlijk zullen bijdragen tot fouten bij de bepaling van de totale emissies. Het betreft hier met name de keuze van de emissiefactoren en de berekeningen die nodig zijn om de emissies van afzonderlijke emissiebronnen vast te stellen. Bijzondere aandacht wordt besteed aan bronnen met een groot foutenpotentieel en aan de desbetreffende aspecten van de bewakingsprocedure.

10. De verificateur houdt rekening met alle risicobeheersingsmethoden die de exploitant toepast om de mate van onzekerheid zo klein mogelijk te houden.

Verslag.

11. De verificateur stelt een verslag op over het valideringsproces, waarin wordt vermeld of het verslag bedoeld artikel 2, 7°, en van artikel 7, § 4, bevredigend is. In dit verslag komen alle onderwerpen aan de orde die voor het verrichte werk van belang zijn. Er kan worden verklaard dat het verslag bedoeld in artikel 2, 7°, en van artikel 7, § 4, bevredigend is, als, naar de mening van de verificateur, de totale emissies niet wezenlijk verkeerd zijn weergegeven.

Aan de bevoegdheid van de verificateur te stellen minimumeisen.

12. De verificateur is onafhankelijk van de exploitant, voert zijn werk serieus uit op een objectieve, professionele wijze en is vertrouwd met :

a) de bepalingen van deze richtlijn, alsmede de door de Commissie conform artikel 14, § 1, van de in artikel 2, 3°, van dit decreet vermelde richtlijn;

b) de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op te verifiëren activiteiten;

c) de totstandkoming van alle informatie over elke emissiebron in de installatie, met name wat de verzameling, meting, berekening en rapportage van gegevens betreft.

13. De verificateurs, met inbegrip van degenen geaccrediteerd overeenkomstig de procedure en de criteria die vastliggen in Verordening (EG) nr. 761/2001/EG van het Europees Parlement van de Raad inzake de vrijwillige deelneming van organisaties aan een communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem (EMAS), die beschikken over de nodige bevoegdheden en ervaring inzake activiteiten ter vermindering van broeikaseffecten mogen de rol spelen van verificateur voor de in de Gemeenschap projectactiviteiten die in aanmerking komen voor gezamenlijke uitvoering.

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 10 november 2004 tot instelling van een systeem voor de uitwisseling van quota inzake de emissie van broeikaseffecten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Namen, 10 november 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BIJLAGE III. — CRITERIA VOOR HET WAALSE TOEWIJZINGSPLAN
bedoeld in artikel 3

1. De totale hoeveelheid voor de betrokken periode toe te wijzen emissierechten moet enerzijds overeenstemmen met de verplichtingen van de lidstaat om de emissies te beperken overeenkomstig Beschikking 2002/358/EG en het Protocol van Kyoto, met inachtneming van het aandeel in de totale emissies dat deze vertegenwoordigen in vergelijking met de emissies uit bronnen die niet onder deze richtlijn en het nationale energiebeleid vallen en stemt anderzijds overeen met het gewestelijk programma inzake klimaatverandering. De totale hoeveelheid toe te wijzen emissierechten mag niet groter zijn dan de hoeveelheid die waarschijnlijk nodig is voor de strikte toepassing van de in deze bijlage vermelde criteria. Vóór 2008 moet de hoeveelheid in overeenstemming zijn met een ontwikkeling waarmee het Waalse Gewest zijn streefdoel uit hoofde van Beschikking 2002/358/EG en het Protocol van Kyoto kan halen of overtreffen.

2. De totale hoeveelheid toe te wijzen emissierechten moet overeenstemmen met evaluaties die overeenkomstig Beschikking 93/389/EEG zijn gemaakt van de feitelijke en de te verwachten vorderingen bij het realiseren van de bijdragen van het Waalse Gewest aan de communautaire verplichtingen.

3. De hoeveelheden toe te wijzen emissierechten moeten overeenstemmen met de mogelijkheden, waaronder de technologische mogelijkheden, van de door deze regeling bestreken activiteiten om de emissies terug te dringen.

4. Het plan moet in overeenstemming zijn met andere wetgevende instrumenten en beleidsinstrumenten van de Gemeenschap. Er moet rekening worden gehouden met de toename van emissies als gevolg van nieuwe wettelijke eisen.

5. Het plan mag geen zodanig onderscheid maken tussen ondernemingen of sectoren dat bepaalde ondernemingen of activiteiten onrechtmatig worden bevoordeeld, in overeenstemming met de bepalingen van het Verdrag, in het bijzonder de artikelen 87 en 88.

6. Het plan moet informatie bevatten over de manier waarop nieuwkomers aan de Gemeenschapsregeling in het Waalse Gewest kunnen gaan deelnemen.

7. Het plan kan rekening houden met vroegtijdige maatregelen en bevat informatie over de manier waarop vroegtijdige maatregelen in aanmerking worden genomen. Het Waalse Gewest mag bij de ontwikkeling van zijn toewijzingsplan gebruik maken van aan referentiedocumenten over de beste beschikbare technieken ontleende benchmarks en vroegtijdige maatregelen kunnen in die benchmarks worden verwerkt.

8. Het plan bevat informatie over de manier waarop rekening wordt gehouden met schone technologie, waaronder energie-efficiënte technologieën.

9. Het plan moet bepalingen bevatten inzake opmerkingen door het publiek, alsmede informatie over de regelingen die moeten waarborgen dat er terdege met die opmerkingen rekening wordt gehouden alvorens een besluit over de toewijzing van emissierechten wordt genomen.

10. Het plan moet een lijst bevatten van de installaties die in deze richtlijn worden opgenomen met de hoeveelheden emissierechten bestemd om te worden toegewezen aan ieder van hen.

11. Het plan kan informatie bevatten over de manier waarop rekening wordt gehouden met het bestaan van concurrentie uit derde landen of uit entiteiten buiten de Unie.

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 10 november 2004 tot instelling van een systeem voor de uitwisseling van quota inzake de emissie van broeikaseffecten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Namen, 10 november 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN